

JEUNESSE ET RÉSISTANCE. ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ

Le cas du Hainaut, 1940-1944

FABRICE MAERTEN*

DANS L'IMAGINAIRE LIÉ À LA RÉSISTANCE SUBSISTE, DES RÊCITS ÉPIQUES AYANT FLEURI AU LENDEMAIN DE LA LIBÉRATION, LA VISION D'UN COMBAT SANS MERCI MENÉ CONTRE UN ENNEMI IMPLACABLE PAR DES HOMMES JEUNES SANS PEUR ET SANS REPROCHE. BIEN SÛR ET DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES DÉJÀ, UNE HISTORIOGRAPHIE ABONDANTE A FAIT VOLER EN ÉCLATS CETTE REPRÉSENTATION SIMPLISTE ET QUASI MYTHIQUE DE LA LUTTE CONTRE L'OCCUPANT. LA PAUVRETÉ DE L'APPROCHE CULTURELLE DE LA RÉSISTANCE DANS NOTRE PAYS N'A CEPENDANT JAMAIS PERMIS DE METTRE CLAIREMENT EN LUMIÈRE LES LIENS RÉELS EXISTANT ENTRE JEUNESSE ET RÉSISTANCE. CETTE ÉTUDE, ÉLABORÉE À PARTIR D'UN CORPUS D'ARCHIVES ORIGINAL ET VARIÉ MAIS LIMITÉ À UNE PROVINCE WALLONNE, SOULIGNE LES APPORTS RÉELS DE LA JEUNESSE À LA RÉSISTANCE, MAIS AUSSI SON INSTRUMENTALISATION PAR LES ADULTES. PLUS LARGEMENT, ELLE POSE LA QUESTION DU RAPPORT ENTRE JEUNESSE ET ENGAGEMENT AU CŒUR DU XX^E SIÈCLE.

I. Introduction

Province marquée par la révolution industrielle – les ouvriers constituent encore au lendemain de la Seconde Guerre mondiale plus de 60 % de la population active –, le Hainaut présente déjà des signes de déclin à la veille du 10 mai 1940¹. Un des indices les plus visibles de cet essoufflement est le repli démographique qui débute avec le siècle mais s'accroît nettement au moment de la crise des années trente. De 1900 à 1947, la tendance est si nette que les jeunes de moins de vingt ans représentent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale moins d'un quart de la population totale du Hainaut.

Le poids démographique de la jeunesse visée par cette étude n'est cependant pas aussi faible que ne pourraient le faire croire ces premières données. En effet, les jeunes pris en compte ici ont entre 16 et 25 ans au moment des faits², et sont donc nés avant la grande dépression. Lors du recensement le plus proche de la guerre, celui de 1947, ils constituent près de 16 % de l'ensemble de la population hennuyère³ et forment de ce

1 Sur le Hainaut à la veille du conflit, voir FABRICE MAERTEN, *Du murmure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, (ANALICTES D'HISTOIRE DU HAINAUT, VII), Mons, 1999, t. 1, p. 25-57.

2 Le seuil inférieur choisi coïncide avec l'âge minimum pour disposer de la force de caractère et surtout de l'autonomie suffisantes pour s'engager dans la lutte contre l'occupant. En amont, la limite de 25 ans correspond plus ou moins à l'âge de l'indépendance totale vis-à-vis des parents, indépendance souvent traduite par le mariage. Cet âge de 16,17 ans à 25 ans est d'ailleurs celui, à l'époque, des 'grands scouts', les routiers, et de la plupart des jocistes. Cfr, à ce dernier propos, VINCENT PIRLOT, *Les mouvements scout et jociste (1940-1945)*, Louvain-la-Neuve, séminaire de licence en histoire contemporaine, UCL, 1998, spécialement p. 21.

3 Cfr *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*, t. 5 : Répartition de la population par âge, Bruxelles, 1951, p. 12.

fait un groupe dont l'attitude générale sous l'occupation ne peut évidemment laisser indifférent les divers protagonistes en présence, notamment la Résistance.

Encore s'agit-il de savoir si l'étude du rapport entre la jeunesse ainsi délimitée et la Résistance a un sens. La réflexion faite en février 1944 par Jacques Bingen, alors délégué général par intérim du gouvernement d'Alger en France, mérite en tout cas d'être relevée. Au terme d'un rapport qui concluait à l'ineptie d'une quelconque spécificité militaire et politique de la jeunesse, celui-ci notait : avant 18 ans, "l'action des jeunes ne peut pas être d'une efficacité très grande"; après 18 ans, "[les jeunes] sont déjà des soldats"⁴. En somme, y eut-il une place pour la jeunesse dans la Résistance, et si oui, laquelle ?

Plus fondamentalement, cet article pose la question de l'engagement des jeunes au sein de la sphère publique dans une période charnière entre des années trente mobilisatrices et un après Seconde Guerre mondiale synonyme de désintérêt pour la politique. En d'autres termes, l'attitude de la jeunesse vis-à-vis de la Résistance relève-t-elle encore du modèle participatif de la décennie précédente ou constitue-t-elle au contraire un témoignage de la désaffection des jeunes à l'égard de la chose publique, caractéristique de l'après-guerre ? C'est à ces diverses interrogations que nous allons tenter de répondre, non sans avoir d'abord resitué plus largement la jeunesse belge dans le cadre de l'occupation.

II. Une jeunesse dans la guerre : esquisse générale

Si l'existence de la jeunesse dans la Résistance comme force autonome est mise en doute par certains dans la clandestinité, sa réalité et son importance dans le monde de l'entre-deux-guerres sont indéniables, même aux yeux des contemporains⁵. En fait, dès le début du XXe siècle, nos sociétés occidentales prennent peur face à cette jeunesse dont elles perçoivent peu à peu la capacité déstabilisatrice. Aussi se chargent-elles pendant les années 20 et 30 de mieux l'encadrer, en particulier dans des organisations politiques et éducatives. La 'prolongation' de la jeunesse, caractéristique de cette période, équivaut en effet pour les jeunes à un renforcement de leur assujettissement aux aînés. Cet encadrement est aussi encouragé par le climat général de crise qui domine au cours des

4 Citation reprise de JEAN-FRANÇOIS MURACCIOLE, *Les enfants de la défaite. La Résistance, l'éducation et la culture*, Paris, 1998, p. 293-294.

5 Sur un plan général, nous nous sommes basé sur GIOVANNI LEVI & JEAN-CLAUDE SCHMITT (dir.), *Histoire des jeunes en Occident*, t. 2 : *L'époque contemporaine*, Paris, 1996 et sur GÉRARD CHOLVY (dir.), *Mouvements de jeunesse. Chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen 1799-1968*, Paris, 1985. Pour la Belgique, voir en particulier ALAIN COLIGNON, "La 'jeunesse', une structure de passage de l'Ancien Régime à l'ère des masses ?", in *Enquêtes du Musée de la Vie wallonne*, n° 217-224, 1995-1996 (LXXIII), p. 27-59 et FRANK SIMON, "Education et enseignement. La 'pédagogisation' des masses", in RONNY GOBYN & WINSTON SPRIET (dir.), *Les années 30 en Belgique. La séduction des masses*, Bruxelles, 1994, p. 178-195.

Jeunesse et Résistance en Hainaut



- Michel Losseau, ici photographié en uniforme de l'armée britannique, personnifie le rêve de nombreux jeunes Belges au début de l'occupation, celui de gagner l'Angleterre pour combattre plus efficacement l'occupant. Ayant rejoint Londres en juillet 1942, ce jeune Thudinien sera parachuté en Belgique en juin 1943 comme responsable de la mission Othello, destinée à développer l'esprit de résistance dans les milieux agricoles.
(Photo tirée de JEAN-LOUIS ROBA & JEAN LÉOTARD, *La région de Walcourt-Beaumont pendant la seconde guerre mondiale*, t. 2 : 1942-1943, Walcourt, 1990, p. 142).

années 30. L'individu se sentant menacé par l'incertitude du moment, a tendance à rechercher sécurité et protection dans des formations qui lui proposent une expérience communautaire d'un type nouveau tout en conservant des points de référence avec celles ayant existé dans le passé (confréries, corporatisme). La guerre ne met pas fin à cet état d'esprit, au contraire, elle en est en quelque sorte le couronnement, même si le dénouement du conflit ouvrira des perspectives moins contraignantes pour les jeunes, qui auront dès lors tendance à prendre distance par rapport à toute forme d'engagement politique.

Après l'occupation de la Belgique par les Allemands, l'encadrement rigide de la jeunesse a d'autant plus de facilité à se poursuivre et à se renforcer qu'il semble avoir fait ses preuves chez le vainqueur⁶. En outre, tant chez les éducateurs que chez les jeunes, il répond à un besoin de sécurité bien compréhensible face à ce qui paraît alors être l'écroulement d'un monde ancien. Il n'est de ce fait pas étonnant qu'une initiative comme celle des Volontaires du Travail, destinée à aider au redressement du pays par la création d'une élite de la jeunesse, forte surtout sur le plan moral, ait pu voir le jour et connaître un relatif succès.

Mais le mouvement des Volontaires du Travail s'essouffle rapidement, faute de relais dans la société. Car contrairement à ce qui se passe en France, aucune structure étatique ne remplace les pouvoirs anciens et n'encourage donc ce type d'entreprise. En

6 Il n'existe à ce jour aucune étude générale sur la jeunesse en Belgique sous l'occupation. Les travaux sur le sujet traitent essentiellement de l'activité de structures de jeunesse, vues le plus souvent sous un angle régional. Du côté francophone, on notera surtout les travaux sur la JOC (cfr en particulier DOMINIQUE NOKERMAN, *La Jeunesse ouvrière chrétienne pendant la guerre (1940-1945)*, Louvain, mém. lic. en histoire, UCL, 1975, étude synthétisée et remise à jour dans GENEVIÈVE NOKERMAN & FRANÇOISE ROSART, "L'épreuve de la guerre septembre 1939-août 1944", in *La Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Wallonie-Bruxelles. 1912-1957*, Bruxelles, 1990, t. 2, p. 249-292), sur les Volontaires du Travail (FRANCIS BALACE, "L'aventure des Volontaires du Travail", in *Jours de doute*, [JOURS DE GUERRE, X], Bruxelles, 1994, p. 43-71 et JEAN-JACQUES FLAHAUX, *Le service des Volontaires du Travail pour la Wallonie (1940-1944). Un mouvement dans la tourmente de la Belgique occupée*, Louvain, mém. lic. en histoire, UCL, 1979) et sur les étudiants dans les universités (GASTON BRAIVE, "Etudiants universitaire bruxellois sous l'occupation : Saint-Louis avant et après la fermeture de l'ULB", in MARC DEPAEPE & DIRK MARTIN (dir.), *La Seconde Guerre mondiale, une étape dans l'histoire de l'enseignement. Approches d'un domaine méconnu en Belgique*, Bruxelles, 1997, p. 145-166; ANDRÉE DESPY-MEYER, ALAIN DIERKENS & FRANK SCHELLINGS (dir.), *25 novembre 1941. L'Université libre de Bruxelles ferme ses portes*, Bruxelles, 1991, *passim* et CHRISTINE EGLEM, *Aspects de la vie étudiante à Louvain sous l'occupation allemande [1940-1944]*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire, UCL, 1988). On relèvera encore, cette fois sur un plan national, le bon travail de synthèse de VINCENT PIRLOT, *op.cit.*, sur le jocisme et le scoutisme, et surtout les pages consacrées à la jeunesse communiste et au Rassemblement national de la Jeunesse, la structure de jeunesse du Front de l'Indépendance, dans JOSÉ GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la résistance en Belgique*, Bruxelles, 1992, spécialement p. 47-56, 129-134 et 195-204. L'historiographie est bien plus riche en France, puisque au moins trois synthèses récentes traitent spécifiquement de la question de la jeunesse : PIERRE GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, 1991; WILFRED HALLS, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, 1988 et JEAN-FRANÇOIS MURACCIOLE, *Les enfants de la défaite. La Résistance, l'éducation et la culture*, Paris, 1998. La lecture de ces ouvrages est très utile tant sur un plan analogique que comparatif.

cette période troublée, l'initiative d'encadrer la jeunesse ne revient pas, pour l'essentiel, à une quelconque émanation de l'Ordre nouveau, mais bien à un pilier de la société belge, l'Eglise catholique. Celle-ci profite en effet des circonstances exceptionnelles de l'occupation et en particulier du quasi monopole sur la jeunesse que lui laisse l'occupant, trop content de voir l'institution ecclésiastique professer des principes d'ordre et de discipline, pour tenter de reprendre le contrôle sur une jeunesse que le monde moderne éloigne toujours plus d'elle. Les chiffres d'accroissement des effectifs de ses structures de jeunesse attestent de la réussite, en tout cas partielle, de l'opération.

Mais l'évolution de la situation internationale et la pression de plus en plus forte de l'occupant sur le pays vont ébranler ce monde relativement clos et protégé. Le tournant se situe incontestablement lors de l'automne-hiver 1942-1943, période des premiers grands revers allemands et de l'instauration du travail obligatoire outre-Rhin ⁷. Si jusqu'à cette époque, la jeunesse dans son ensemble se plie à son nouvel environnement sans beaucoup rechigner, trop contente de pouvoir s'en sortir à bon compte et adoptant en quelque sorte une attitude de moindre mal similaire à celle des adultes, il lui est désormais difficile – c'est surtout vrai pour les jeunes gens – de ne pas pâtir des conséquences de l'occupation.

Après la jeunesse ouvrière touchée par les déportations dès l'automne 1942, c'est en effet la majeure partie de la jeunesse masculine qui est menacée par la nouvelle politique d'exploitation de la population mise en œuvre par les Allemands à partir du printemps 1943. Après avoir tenté, il est vrai assez maladroitement, de s'en prendre aux classes d'âge 1922 à 1924, l'occupant s'attaque de manière plus méthodique aux classes 1920 et 1921 en septembre 1943 avant d'étendre une nouvelle fois ses mesures aux classes 1922 à 1924 en mars 1944. Dès lors, la plupart des jeunes gens de cet âge n'ont d'autre choix que de se rendre en Allemagne ou de devenir réfractaires. Cette dernière solution est, de l'avis même de l'occupant et à défaut de données précises fiables, le fait de plusieurs dizaines de milliers de jeunes qui redoutent à juste titre les conditions pénibles de travail et les bombardements alliés outre-Rhin. Même le monde étudiant, peu important à l'époque quantitativement, n'est pas épargné puisqu'au printemps 1943, les étudiants de première année du cycle supérieur sont sommés de travailler manuellement pendant six mois avant de pouvoir présenter leurs examens et que l'inscription en cette même première année d'études supérieures est, pour les rhétoriciens de 1942-1943, subordonnée à l'accomplissement d'une prestation de travail d'un an en entreprise.

⁷ A ce dernier propos, cfr essentiellement Jean CULOT, *Le travail obligatoire des Belges décrété par l'autorité militaire allemande d'occupation 1940-1944*, Bruxelles, mém. lic. en sciences politiques, ULB, 1969, dont une synthèse a paru sous le titre "L'exploitation de la main-d'œuvre belge et le problème des réfractaires", in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 1, 1970, p. 33-66, et *Le travail obligatoire en Allemagne, 1942-1945. Actes du symposium tenu à Bruxelles les 6 et 7 octobre 1992*, Bruxelles, 1993.

Devant cette attaque en règle de la jeunesse essentiellement masculine, les structures traditionnelles du pays ne peuvent rester impassibles, d'autant que, nous y reviendrons, le Parti communiste, fort de son expérience clandestine et du prestige acquis par l'URSS dans sa lutte contre l'Allemagne, tente, essentiellement via le Front de



- Les jeunes résistants participèrent nombreux aux sabotages des voies de communication réalisés à l'approche de la Libération. Ici, le pont de chemin de fer de la ligne Paris-Bruxelles à Genly, près de Mons, détruit par une compagnie de l'Armée secrète, dans la nuit du 9 au 10 juin 1944. (Photo FABRICE MAERTEN, Waterloo)

l'Indépendance (FI), mouvement de Résistance dont il contrôle les rênes et qui dispose de relais relativement importants dans les grandes villes de Flandre, à Bruxelles et dans les bassins industriels wallons, d'attirer en son sein la masse de plus en plus grande des jeunes réfractaires.

Après avoir hésité un temps sur la conduite à suivre par crainte de perdre la position privilégiée dont elle dispose, l'Eglise, harcelée par sa base ouvrière, en particulier par la très remuante JOC, et consciente du discrédit qu'elle risque en restant passive, finit par condamner violemment les déportations dans une lettre pastorale datant du 15 mars 1943. Dans le même temps, elle soutient discrètement les réfractaires via ses œuvres – surtout la JOC – et nombre de ses prêtres et laïcs, tout en maintenant une sorte de *modus vivendi* avec l'occupant qui lui permet notamment de conserver la main mise sur une grande partie de la jeunesse ⁸. Du côté socialiste aussi, on est inquiet de la tournure des événements mais on ne dispose pas des mêmes atouts que l'Eglise. Aussi y est-on particulièrement satisfait de pouvoir participer activement à la mission Socrate, mise sur pied à l'été 1943 par le gouvernement de Londres pour soutenir financièrement les réfractaires. Les socialistes, comme les catholiques et les libéraux qui en sont les principaux bailleurs de fonds, peuvent espérer, en fournissant avec les sociaux-chrétiens les principales filières de distribution d'argent, compenser aux yeux de la population leur relative inactivité dans la Résistance. En outre, ils coupent l'herbe sous le pied des communistes dont le potentiel d'attraction vis-à-vis des réfractaires est, du fait des ressources amenées par Socrate, fortement diminué.

Il n'empêche. Au fil de l'occupation, la situation de la jeunesse, surtout masculine, est de plus en plus inconfortable, sinon insupportable. L'occupant et les collaborateurs sont toujours plus exécrés et la Libération attendue avec une impatience accrue. Certains jeunes n'hésitent pas à gagner l'Angleterre ou, souvent à défaut, à combattre l'envahisseur dans l'ombre.

La Libération semble en tout cas marquer une cassure dans l'histoire de la jeunesse, surtout de celle du sud du pays. Désormais, la jeune génération, probablement frappée par la dérive extrémiste et attirée par le modèle libéral anglo-saxon, refusera d'évoluer en rangs serrés dans un cadre artificiellement balisé, conçu de façon hiérarchique et autoritaire pour des fins qui ne sont pas les siennes ⁹.

8 Sur l'attitude de l'Eglise sous l'occupation, cfr essentiellement ALAIN DANTOING, *La 'collaboration' du Cardinal. L'Eglise de Belgique dans la guerre 40*, Bruxelles, 1991 et FABRICE MAERTEN, FRANS SELLESLAGH & MARK VAN DEN WIJNGAERT (dir.), *Entre la peste et le choléra. Vie et attitudes des catholiques sous l'occupation*, Gerpennes, 1999.

9 Voir notamment ALAIN COLIGNON, *op. cit.* et LOUIS VOS, avec la collab. de PAUL WYNANTS & ANDRÉ THON, "La Jeunesse ouvrière chrétienne", in EMMANUEL GERARD & PAUL WYNANTS (dir.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, (KADOC-STUDIES, XVI), Louvain, t. 2, 1994, p. 425-499, spécialement p. 469-489.

III. Une jeunesse dans la Résistance. Le cas du Hainaut

On le sait, la Résistance fut un phénomène minoritaire, même parmi la jeunesse. Mais vu notamment son caractère d'engagement volontaire et la référence morale qu'elle a pu constituer pendant et au lendemain du conflit, il est intéressant d'analyser, dans un contexte géographique particulièrement bien connu, celui du Hainaut¹⁰, les pratiques et les motivations de ces jeunes combattants de l'ombre. Avant d'aborder cette problématique et pour mieux répondre à notre désir de situer la jeunesse dans la société de l'époque, il est cependant utile de jeter un coup d'œil sur la manière dont les adultes de la Résistance percevaient les jeunes et sur ce qu'ils attendaient d'eux. Cette analyse semble d'autant plus pertinente que le Hainaut paraissait être une province particulièrement propice à une lutte idéologique de grande envergure entre socialistes, largement prédominants dans la province depuis l'avènement du suffrage universel, et communistes, qui espéraient bien profiter de leur engagement total dans la Résistance et des succès militaires de l'URSS pour contester et même ravir aux socialistes leur première place dans cette province 'rouge'¹¹. A cet égard, la presse clandestine offre, malgré ses limites¹², un outil de travail de première valeur, car contemporain aux événements.

Une jeunesse vue à travers le miroir des adultes : attentes et jugements

En dehors de quelques feuilles à l'existence éphémère et au rayonnement faible, porte-parole d'une certaine jeunesse résistante, sur lesquelles nous reviendrons, la presse clandestine du Hainaut compte très peu de rédacteurs âgés de moins de 26 ans. Elle est donc généralement l'expression des adultes de la Résistance. C'est notamment le cas des 25 organes choisis dans le cadre de cette analyse pour leur représentativité, l'importance de leur diffusion et leur longévité¹³ : sur les 174 collaborateurs répertoriés, seuls 10, soit 5,7 % d'entre eux, sont nés après 1917. Encore ces

10 Cfr la publication de notre thèse de doctorat, *Du murmure au grondement...*

11 Aux dernières élections d'avril 1939, le Parti ouvrier belge avait récolté 44,2 % des suffrages, devançant largement le Parti catholique (21,2 %), le Parti libéral (18,2 %) et le Parti communiste (9,5 %).

12 A propos de celles-ci, cfr notamment FABRICE MAERTEN, "Le poids du souvenir de 14-18 dans l'engagement résistant durant la Seconde Guerre mondiale. Le cas du Hainaut", in *Politique, imaginaire et éducation. Mélanges en l'honneur de Jacques Lory (Cahiers du Centre de Recherche en Histoire du Droit et des Institutions des Facultés universitaires Saint-Louis, n° 13-14)*, Bruxelles, 2000, p. 89-125.

13 A savoir : *Le Réveil des Mineurs* (trotskiste); *En Avant, L'Étincelle, La Vérité et La Voix boraine* (Parti communiste); *Indépendance* (Borinage), *Indépendance* (Hainaut), la trilogie *Lutte, Combat et Le Patriote* et enfin *L'Unité patriotique* (journaux du FI ou d'un mouvement proche aux tendances communistes marquées); *L'Alouette, Indépendance* (Charleroi), *La Libération, Vaincre, Vérité et La Voix de la Résistance* (feuilles du FI ou assimilées, émanant de la gauche largement entendue); *Combat, La Liberté* (Borinage, 2ème équipe), *Quand Même ! et La Renaissance nationale* (socialistes); *Le Coup de Queue, Démon et Le Vigilant* (catholiques); *L'Insoumis* (de droite); le duo *Anti-Rex et Union belge, et Liberté* (Borinage, 1ère équipe) (d'union).

jeunes hommes sont-ils pratiquement toujours isolés dans les rédactions ¹⁴. La même remarque vaut pour les cinq feuilles non censurées rédigées à l'échelon national probablement les plus diffusées dans la province ¹⁵, qui ont été jointes à l'échantillon pour lui donner plus de poids et permettre ainsi de connaître l'essentiel des idées sur la jeunesse essaimées par la Résistance dans le Hainaut.

La lecture attentive de ces trente clandestins permet directement de tirer une conclusion d'ensemble : la jeunesse est un sujet relativement peu traité, le nombre d'articles à ce propos dépassant rarement la dizaine par titre, et cela même pour les journaux dont une abondante collection a pu être retrouvée. En outre, si on parle peu de la jeunesse en général, on ne l'évoque presque jamais au féminin ¹⁶. Cependant, des nuances s'imposent. L'intérêt pour les jeunes, mais aussi la façon dont ils sont perçus et les attentes à leur égard varient en effet énormément selon l'origine idéologique des journaux. Sur cette question, on peut regrouper les clandestins en six grandes catégories : l'organe trotskiste, les feuilles communistes ou du FI aux tendances communistes marquées ¹⁷, celles du FI ou assimilées émanant de la gauche largement entendue, les organes socialistes ¹⁸, les journaux catholiques ou de droite ¹⁹ et, enfin, ceux d'union.

De la lecture de la presse trotskiste, en tout cas des six numéros du *Réveil des Mineurs* parvenus jusqu'à nous, on ne peut que souligner l'absence totale d'évocation de la jeunesse, comme si celle-ci n'avait pas sa place dans un discours centré essentiellement sur la confrontation entre la classe ouvrière et le patronat.

Dans les organes communistes ou communistes par contre, on prend soin de s'adresser directement aux jeunes, même si cela est surtout vrai à partir de 1943 et dans une optique bien spécifique. Il s'agit en effet avant tout de pousser ces derniers à refuser de travailler pour l'Allemagne mais aussi à combattre les armes à la main au sein du FI, en particulier de sa branche armée, les Partisans. Ce discours n'est cependant pas sans temps d'arrêt ni évolution. Dans deux articles publiés l'un en septembre 1941 et l'autre en octobre 1942, *Le Drapeau rouge* avait déjà incité les jeunes à pratiquer la Résistance armée. Mais la véritable offensive commence vers avril-mai 1943. Elle

¹⁴ 16 feuilles ne comptent aucun rédacteur né après 1917, 8 autres un, un seul enfin, *La Voix de la Résistance*, deux.

¹⁵ *Le Drapeau rouge* (PC), *Front* (FI), *La Libre Belgique*, *Le Peuple* (Parti socialiste belge) et *La Voix des Belges* (Mouvement national belge).

¹⁶ Cela n'a rien d'étonnant quand on voit le peu de place attribué en général aux femmes dans la presse clandestine. Cf FABRICE MAERTEN, "La Résistance, facteur d'émancipation des femmes ? Le cas du Hainaut", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 4, 1998, p. 173-206, spécialement p. 178-180.

¹⁷ Soit en plus des huit organes régionaux énumérés à la note 15, *Le Drapeau rouge* et *Front*.

¹⁸ Les quatre clandestins cités à la note 15 plus *Le Peuple*.

¹⁹ Font partie de cette catégorie, outre les quatre feuilles relevées à la note 15, *La Libre Belgique* et *La Voix des Belges*.

est encouragée par la grogne des étudiants de première année d'études supérieures contraints par l'occupant d'effectuer un stage manuel de six mois avant de pouvoir passer leurs examens. A l'époque, et si l'on excepte les propos du *Drapeau rouge*, les feuilles communistes poussent surtout à devenir réfractaires et à s'organiser comme tels pour survivre et pas tellement à lutter ouvertement contre l'occupant.

La campagne s'essouffle rapidement et ne reprend vigueur qu'à l'automne de la même année, moment où l'envahisseur cherche à s'en prendre de manière méthodique aux classes 1920 et 1921. *Front*, l'organe national du FI, donne le ton en octobre 1943 en incitant les jeunes gens à devenir réfractaires et à entamer le combat, exhortation qu'il n'aura de cesse de rappeler jusqu'à la veille de la Libération. Ses propos, que *Le Drapeau rouge* reprend bien évidemment, sont relayés avec de un à trois mois de retard par les organes régionaux du PC et ceux du FI proches des communistes. Le mot d'ordre sera alors répété régulièrement au cours de l'année 1944, la campagne s'intensifiant même à l'approche de la Libération.

Ainsi, *L'Étincelle*, l'organe du PC carolorégien, consacre la moitié de la première page de son numéro de juillet 1944 à ce sujet. Arguant de la multiplication des succès alliés et de l'arrivée imminente des troupes anglo-saxonnes face à des Allemands aux abois décidés selon lui à effectuer des rafles massives parmi la jeunesse, le journal ne peut masquer son irritation vis-à-vis d'une attitude qu'il estime désormais trop passive : "L'année dernière, nous avons conseillé à la jeunesse de fuir, de se cacher. Maintenant, les circonstances ont changé. Les Alliés sont sur le continent et SE CACHER, C'EST TRAHIR... Le temps est à l'action !" ²⁰. Autre évolution liée à la fin de l'occupation, *L'Étincelle* ne parle plus des seuls Partisans comme structure prête à accueillir les jeunes, mais évoque aussi les Milices patriotiques (MP), que le PC et le FI ont conçues, en vue de la Libération, comme une véritable armée clandestine, armée dont les Partisans ne seraient que l'avant-garde, et les Milices ouvrières, destinées à pratiquer et à contrôler l'outil industriel ²¹.

Cette attente d'une résistance aux déportations, peu à peu considérée comme une première étape vers une opposition ouverte à l'occupant, est pratiquement la seule dont font état les feuilles communistes ou communistes à l'égard de la jeunesse. Pas étonnant dès lors que les jeunes filles soient pratiquement absentes de leurs préoccupations ²².

²⁰ *L'Étincelle*, VII.1944, p. 1.

²¹ A propos de ces diverses structures liées au FI et au PC, cfr JOSÉ GOTOVITCH, *op.cit*

²² Elles ne sont évoquées qu'à quelques reprises. Dans la plupart des cas, il s'agit d'appels adressés tant aux étudiantes qu'aux étudiants pour manifester contre le travail forcé qu'on veut leur imposer ou pour désertier les cours le 11 novembre. Ces appels datent pratiquement tous de 1943.

Ces journaux évitent aussi la plupart du temps de porter des jugements sur la jeunesse et d'évoquer son avenir après-guerre. Sans 'état d'âme' vis-à-vis d'elle, ils ne désirent apparemment, à partir de la fin de 1943, qu'une seule chose : qu'elle s'engage de toutes ses forces dans la résistance à l'envahisseur. Leur insistance à ce propos témoigne de leurs difficultés, on peut même dire de leur relatif échec, à faire entrer la majeure partie de la jeunesse masculine du Hainaut (et du pays) dans l'opposition armée, en particulier dans le FI, et cela malgré l'afflux dans la clandestinité, pendant la dernière année d'occupation, de milliers de jeunes réfractaires²³.

Comme les feuilles du Front de l'Indépendance dominées par les communistes, les autres organes du FI ne s'intéressent généralement aux jeunes que lorsque ces derniers sont menacés de déportation. Cependant, ici, l'accent est plutôt mis sur la nécessité de se cacher et les mesures à prendre pour assurer sa survie. Ce souci prioritaire de protéger la jeunesse se manifeste aussi vers février 1944 à l'égard des jeunes filles dont on craint alors qu'elles soient mises au travail forcé en Belgique. En outre, lorsqu'on pousse les jeunes à s'engager activement, ce qui se fait tout de même régulièrement, c'est surtout dans le cadre du FI et de structures aux noms variables mais qui évoquent les futures Milices patriotiques, rarement des Partisans.

Enfin, si comme dans les autres organes du FI, les jugements de valeur et les perspectives d'avenir sont rares, *L'Alouette*, clandestin montois de gauche, il est vrai non affilié officiellement au FI, n'hésite pas à plusieurs reprises à féliciter la jeunesse, essentiellement pour son refus de se laisser déporter. Dans son numéro du 15 novembre 1943, il va même plus loin. Après avoir souligné combien la jeunesse rejette l'Ordre nouveau et manifeste son patriotisme, en particulier en refusant de se rendre en Allemagne et en témoignant de son attachement au pays le 11 novembre, *L'Alouette* poursuit : "Qui dira combien de jeunes gens ont essayé de franchir des frontières sévèrement gardées pour rallier les armées de la Libération ? Combien d'autres ont déjà payé de leur vie un acte auquel l'ardeur et l'enthousiasme de leur jeunesse les avaient poussés. Sois fier de toi, Jeunesse, tu trouves des exemples dans ton sein, tu restes digne de faire la Belgique de demain"²⁴. Cette vision positive est à peine tempérée par l'agacement contenu dans cette formule rédigée à la veille de la Libération : "Allons, allons, jeunes camarades, qu'on la 'ferme'. Un temps viendra où vous pourrez discourir sur vos exploits... et ceux des autres. En attendant, 'bouclez-la'"²⁵.

Pour la presse clandestine socialiste aussi, en particulier pour son organe national, *Le Peuple*, la lutte contre la déportation constitue le principal sujet de préoccupation

23 Sur cet échec relatif, cf ALAIN COLIGNON, "La résistance et l'aide aux réfractaires au travail obligatoire", in *Le travail obligatoire en Allemagne...*, p. 121-131 et JOSÉ GOTOVITCH, *op.cit.*

24 *L'Alouette*, n° 9, 15.XI.1943, p. 2.

25 *Idem*, n° 27, 15.VIII.1944, p. 6.

relatif à la jeunesse²⁶. Mais si *Le Peuple* encourage dès le printemps 1943 les jeunes gens à se cacher, il ne les pousse à l'action qu'une seule fois, en février 1944, lorsqu'il déclare que "tous [les jeunes] iront rejoindre l'armée clandestine qui prépare la bataille de demain, la bataille de la victoire"²⁷. Par la suite, non seulement il se garde bien d'inciter les jeunes à entrer dans la Résistance, mais en outre, dans son numéro de juillet-août 1944, il n'hésite pas à leur recommander de ne pas agir : "Il convient que notre jeunesse ne se laisse pas prendre : que tous ceux qui ont pu éviter ce triste sort se cachent et ne commettent pas la moindre imprudence. C'est leur intérêt, c'est aussi leur devoir envers notre pays (...) on sert autant son pays en se déroband aux recherches et rafles des Allemands et en ne travaillant pas pour eux que de toute autre façon, et les Alliés ne nous demandent pas autre chose pour le moment"²⁸. La suite du texte révèle combien les socialistes ont peur de la jeunesse, ou en tout cas de l'utilisation politique que pourraient en faire les communistes ou éventuellement une structure de droite comme l'Armée secrète : "Encore quelques semaines, voire quelques mois de patience, chers camarades, et vous pourrez reprendre votre vie libre, vos jeux, vos plaisirs, vous pourrez retourner aux stades et aux bals sans danger : mais d'ici là soyez prudents"²⁹.

Ce souci de protéger la jeunesse mais vraisemblablement aussi de l'empêcher d'être incorporée dans des structures pro-communistes, incite déjà en mars 1943 les socialistes à pousser les étudiants de première année d'études supérieures à ne pas faire grève contre les mesures alors imposées par l'occupant comme le voudrait "une propagande irréfléchie, menée par quelques irresponsables"³⁰, mais bien à se cacher individuellement dans un endroit sûr. Indéniablement, les socialistes se méfient des jeunes engagés dans l'action armée, comme en témoignent encore ces propos tenus par le fonctionnaire borain Gilbert Lemal, rédacteur de la feuille *La Liberté*. Critiquant au début de 1943 les attentats individuels, il estime qu'il s'agit parfois d'"œuvres de jeunes patriotes exaltés manquant trop souvent du discernement, du sang-froid, de la patience indispensables qu'exigent les circonstances dans lesquelles nous vivons"³¹.

De manière très claire, les socialistes apparaissent sur la défensive, craignant de perdre leur influence sur la jeunesse ouvrière au profit des communistes, mais aussi de la JOC dont on n'hésite pas en mars 1943 à critiquer l'attitude, jugée trop résignée, face à la déportation. Cette crainte se manifeste aussi par la volonté de créer, après la

26 Contrairement aux communistes, les socialistes préfèrent concentrer l'essentiel de leurs efforts de propagande sur quelques grands organes de presse, dont aucun n'est réalisé dans le Hainaut. A l'exception du *Peuple*, les feuilles socialistes consultées dans le cadre de cette analyse sont donc des organes à parution limitée, ce qui explique en grande partie leur relatif mutisme sur la question.

27 *Le Peuple*, II.1944, p. 1.

28 *Idem*, VII-VIII.1944, p. 5.

29 *Ibidem*.

30 *Le Peuple*, III.1943, p. 3.

31 *La Liberté* (Borinage, 2e équipe), n° 53, I.1943, p. 3.



- Les jeunes payèrent un lourd tribut aux combats de la Libération, comme l'évoque cette photo prise le 5 septembre 1944 dans l'après-midi, juste après que les Allemands, à l'issue du combat de Wodecq, aient fusillé cinq résistants de l'Armée secrète d'Ellezelles âgés de 19 à 23 ans. Le plus jeune d'entre eux, simulant la mort, échappera cependant miraculeusement à l'issue fatale.
(Photo MAURICE BOUCHEZ, Saint-Sauveur)

guerre, un Commissariat général à la Jeunesse, afin sans doute de mieux soustraire cette dernière à l'emprise de structures non étatiques, comme l'Eglise ou le Parti communiste. Tout cela, en tout cas, laisse peu de place à une jeunesse autonome et responsable.

Si dans l'ensemble des clandestins de gauche, la jeunesse n'apparaît pratiquement comme sujet de préoccupation que lorsqu'elle est menacée de déportation, il en va tout autrement dans les feuilles catholiques et/ou de droite ³².

L'attention accordée par ces dernières aux jeunes se situe principalement dans les années 1941-1942, donc dans un contexte très différent de celui évoqué jusqu'à présent. En fait, les journaux de droite voient surtout en la jeunesse l'expression de la décadence de la société belge, décadence dont la preuve a été apportée, à leurs yeux, par la défaite de mai 1940. Pour cette presse, les responsables du pays, les éducateurs, les parents ont, dans

³² On peut ici assimiler sans trop de difficultés les feuilles catholiques à des organes de droite, le seul clandestin démocrate chrétien repris dans l'échantillon, *Demos*, n'évoquant jamais la jeunesse comme telle.

l'entre-deux-guerres, failli à leurs tâches : ils ont poussé au matérialisme et ont omis d'inculquer aux jeunes le sens de la Patrie, de la discipline et des vertus morales, éléments indispensables à la préservation de la jeunesse et donc, pour eux, du pays.

Mais ce constat négatif n'est pas définitif. Si ces journaux s'adressent à la jeunesse, c'est qu'ils espèrent que les conditions pénibles de l'occupation vont l'aider à sortir de sa torpeur, de son indolence, et vont la façonner de telle façon qu'elle puisse assurer un rôle majeur et bénéfique en vue de la libération du pays, mais aussi dans l'après-guerre. Apparemment cependant, ces espoirs sont régulièrement déçus, puisqu'à de nombreuses reprises, ils se plaignent du manque de patriotisme des jeunes. Ainsi *Le Vigilant*, organe catholique du Tournaisis particulièrement prolix sur la question, a souvent des mots très durs pour la jeunesse. Il n'hésite pas à écrire en mars 1942 : "Les jeunes n'ont plus d'idéal, les nobles sentiments n'ont plus place dans leur cœur. A vingt ans, ce sont des vieillards résignés, bridés par on ne sait quel spectre. Notre patrie envahie est bridée par l'Allemand et quelles sont les réactions des jeunes. Aucune... ce sont des résignés... Des loques quoi. Parlez-leur de liberté perdue, de choses émouvantes, d'actes d'héroïsme, ils restent froids et impassibles, domptés sans doute. Quelle pitié"³³.

Vers la même époque, *La Voix des Belges*, l'organe national du Mouvement national belge, expose de manière particulièrement explicite l'ensemble de la démarche du monde clandestin de droite vis-à-vis des jeunes : "Ce fut de 1920 à 1940, le trémoussement de la bêtise, la frénésie de la rigolade. La jeunesse ne luttait plus, n'aimait plus; elle dansait le *lambeth-walk* !... On a vu où cela nous a conduits (...). La leçon a été dure : puisse-t-elle être profitable. Le jour où se lèvera la victoire (...), il faudra que toutes nos volontés s'arc-boutent, que toutes nos aspirations se centrent, afin qu'une vie nouvelle, plus austère et plus pure, se martèle dans les tenailles rouges de la terre (...). Assez de livres sordides et de films imbéciles ! Assez de danses nègres et de tangos frôleurs ! Il ne s'agit plus d'être 'swing' mais d'être forts (...). Cette jeunesse qui s'édifie dans le malheur, cette jeunesse qui a faim et qui pourtant espère, cette jeunesse-là nous vengera de nos faiblesses et de nos erreurs. Mais ce sera à la condition qu'elle ne soit pas gâtée et pervertie comme l'a été la jeunesse de 1914 (...). Il faut que s'avance vers la vie non un troupeau de jouisseurs, mais une phalange de croyants. C'est pour avoir traîné dans l'ordure toutes nos fois – la foi en Dieu, la foi en la Patrie, la foi en l'Art, la foi en nous-mêmes, – que nous avons connu la honte de la défaite et la douleur de l'esclavage. Nous n'avons pas su vaincre l'ennemi; sachons du moins nous vaincre nous-mêmes"³⁴.

Peu à peu cependant, et surtout à partir de 1943, les jugements se font moins durs et plus nuancés. Des signes positifs sont perçus comme la résistance des jeunes à la

³³ *Le Vigilant*, n° 12, 20.III.1942, p. 5.

³⁴ *La Voix des Belges*, n° 9, II.1942, p. 6.

déportation ou l'engagement de certains d'entre eux en faveur de la patrie. On distingue alors généralement deux types de jeunesse, comme dans *La Voix des Belges* : "Sur qui s'étendra la reconnaissance de la Nation sauvée ? (...) Sur la jeunesse ? Oui, certes, sur cette jeunesse fière, ardente, indomptable qui obéit sans discuter, jusqu'au sacrifice total, à la poussée de ses patriotiques audaces, à la voix impérieuse des hautes vertus de la race. Mais pas sur la jeunesse dorée ou rigolarde des deux sexes qui a dansé, flirté, joué au bridge, au tennis ou aux courses, traîné dans les bars ou paresse dans l'ombre louche des cinémas"³⁵.

Mais plus la jeunesse voit son image s'améliorer, moins elle est évoquée au point qu'elle est pratiquement absente des journaux de cette catégorie en 1944. L'évolution est d'autant plus étonnante qu'en 1941-1942, les feuilles de droite ne manquaient pas de rappeler qu'on aurait besoin d'elle au moment de la Libération, certains comme *L'Insoumis*, de Braine-le-Comte, l'incitant même dès avril 1941 à s'engager dans la lutte en tentant de gagner l'Angleterre ou, si cela n'était pas possible, en récoltant des renseignements, en diffusant des journaux non censurés, en repérant des traîtres et en formant des noyaux de résistance à l'ennemi³⁶. Les rares traces de consignes laissées à l'approche de la Libération sont beaucoup plus prudentes. Ainsi, à l'été 1944, *Le Vigilant*, pourtant lié à l'Armée secrète régionale, conseille aux jeunes gens de rester dans leurs cachettes et de n'en sortir qu'au moment décisif, sur ordre exprès de leurs chefs. Quant aux jeunes filles, dont on parle très rarement dans cette presse, si ce n'est à l'une ou l'autre reprise pour les féliciter d'avoir manifesté un 21 juillet ou pour les pousser à ne pas se rendre en Allemagne, elles sont invitées, dans le même article, à tenir leurs langues et à s'approvisionner en vivres, boissons et moyens de secours pour leur permettre de subsister le temps que durera le coup dur³⁷. En somme, la presse de droite ne paraît plus alors vraiment compter sur la jeunesse pour faire revivre le pays.

Phénomène limité dans le Hainaut aux années 1941 et 1942, la presse d'union, représentée ici par seulement deux clandestins, ne traite guère de la jeunesse. Quand elle le fait, c'est parfois pour regretter son égoïsme³⁸, le plus souvent pour la féliciter de son engagement patriotique³⁹. Notons encore que *La Liberté* estime en décembre 1941 que "c'est aux jeunes qu'appartient le droit de refaire la Belgique de demain"⁴⁰, propos que de toute évidence plus grand monde n'ose tenir à la veille de la Libération.

35 *Idem*, n° 29, VII. 1943, p. 3. Pour une fois que l'on inclut les filles dans l'analyse, ce n'est pas vraiment dans un sens positif.

36 *L'Insoumis*, n° 1, IV.1941, p. 1.

37 *Le Vigilant*, n° 43, V-VI-VII.1944, p. 4.

38 *La Liberté* (Borinage, 1ère équipe), n° 17, [après le 10.V.1941], p. 2.

39 Par exemple *Union belge*, n° 35, 30.III.1942, p. 4 ou *La Liberté*, n° 38-39, [après le 18.X.1941], p. B et *La Liberté*, n° 44, [début XII.1941], p. 1.

40 *La Liberté*, n° 44, [début XII.1941], p. 1.

Une jeunesse dans la lutte : ombres et lumières

Trois angles de vue successifs aideront à mieux cerner l'engagement de la jeunesse dans la Résistance. Dans un premier temps seront examinées les structures clandestines spécifiquement destinées à la jeunesse, en ce y compris l'étude de leur représentativité, de leurs finalités et de leurs activités. La statistique contribuera ensuite à donner une meilleure idée de la place des jeunes dans l'ensemble du phénomène résistant. Enfin, l'analyse de plusieurs dizaines de témoignages oraux permettra d'approcher la réalité vécue et ressentie par ces milliers de jeunes.

Une jeunesse apparente

Si de la droite à la gauche classique, la jeunesse masculine est, en 1943-1944, invitée à attendre prudemment la Libération, c'est sans doute en grande partie parce qu'on craint, dans ces sphères, de la voir passer sous le contrôle du Parti communiste, qui jette depuis l'invasion de l'URSS par l'Allemagne toutes ses forces dans la lutte clandestine avec l'espoir légitime d'en retirer les dividendes au lendemain de l'occupation. Cette appréhension dans les milieux traditionnels est d'autant plus vive que, depuis l'été 1941, le PC n'a pas lésiné sur les moyens pour attirer les jeunes derrière son étendard patriotique.

En effet, bien avant de mener la campagne déjà évoquée pour attirer les jeunes gens dans ses formations armées, il crée, dès le début du mois d'août 1941, le Rassemblement national de la Jeunesse (RNJ), sensé regrouper tous les jeunes, exception faite d'une "infime poignée de traîtres"⁴¹, dans le rejet de l'Ordre nouveau et la reconquête de l'indépendance nationale⁴². Cette apparence pluraliste cache en fait une structure dirigée par ce qui, officiellement, n'en est qu'une des composantes, la Jeune Garde socialiste (JGS), appellation utilisée alors sciemment par la jeunesse communiste pour entretenir la confusion avec la grande organisation de jeunesse socialiste de l'entre-deux-guerres.

Comme José Gotovitch l'a bien montré, le RNJ échouera dans sa tentative de rassembler toute la jeunesse résistante, cet échec contrastant avec la réussite partielle, mais réelle, de l'organisation-mère, le FI. En fait, le RNJ ne parviendra jamais à recruter de manière significative en dehors de sa base JGS. Et comme celle-ci est tout de même limitée en effectifs, elle ne pourra pas toujours suppléer aux vides provoqués par les arrestations,

41 *Vers l'Avenir*, n° 1, 4.VIII.1941, p. 1.

42 Sur le Rassemblement national de la Jeunesse et les structures de jeunesse communistes avant et sous l'occupation, cf. JOSÉ GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 47-56, 129-134 et 195-204. Sur la stratégie de front adoptée par les communistes, en particulier vis-à-vis de la jeunesse, cf. notamment JOËL KOTÉK, *La jeune garde. Entre KGB et CIA. La jeunesse mondiale, enjeu des relations internationales, 1917-1989*, Paris, 1998.

en particulier à celles catastrophiques de l'été 1943. La survie du RNJ est d'autant plus aléatoire que le mouvement ne peut pas retenir longtemps ses membres, attirés par les groupes adultes et l'action plus directe contre l'occupant. Enfin, et comme l'analyse de la presse PC et FI l'a bien montré, ces structures, lorsqu'elles évoquent la jeunesse en 1943 et 1944, ne la poussent jamais à adhérer au RNJ, mais bien aux Partisans et, dans une moindre mesure, au FI et aux MP. C'est qu'alors le besoin en hommes pour la lutte armée est tel que le PC et le FI ne peuvent plus se permettre d'attendre que se reconstitue le vivier en forces vives qu'était censé représenter le RNJ à ses origines.

Mais qu'en est-il dans le Hainaut, dont les assises communistes sont parmi les plus solides du pays à l'aube du conflit ?⁴³ De fait, l'activité de la JGS semble démarrer dès l'automne 1940, dans le Borinage et la région de Charleroi en tout cas. A l'époque, et dans la lignée du Parti, il s'agit essentiellement de manifester son opposition à l'exploitation de la jeunesse ouvrière par le patronat en dénonçant à la direction nationale de la JGS, pour publication, les cas d'abus les plus flagrants, en diffusant l'organe national du mouvement, *Jeunesse nouvelle* et en participant avec les adultes aux actions de grève, comme dans le Centre au début du printemps 1941. A cette occasion, *Jeunesse nouvelle* n'est pas peu fière de signaler la renaissance d'une fédération JGS qui, avant-guerre, était hostile aux communistes⁴⁴. Le 11 mars 1941, les JGS du Borinage, emmenés par le très dynamique Gilbert Fauviaux, technicien de Wasmes âgé alors de 27 ans, sont même parmi les principaux acteurs d'une manifestation orchestrée par le PC pour empêcher la venue de Degrelle à Frameries.

A l'été 1941, et malgré les premiers coups durs qui s'abattent sur les JGS du Hainaut – c'est particulièrement le cas à Wasmes, centre névralgique du mouvement dans le Borinage, où sept jeunes sont arrêtés par l'occupant le 29 juin – les structures JGS semblent suffisamment fortes dans le Borinage, le pays de Charleroi et le Centre pour servir de creuset au RNJ. Dès lors et même si la participation à des arrêts de travail témoigne de la persistance d'une préoccupation sociale, le combat change peu à peu d'âme, ou plus exactement d'adversaire. L'ennemi principal devient l'occupant et les collaborateurs, qu'ils soient politiques ou économiques, et non plus le patronat en tant que tel.

43 Pour l'étude de la JGS et du RNJ dans le Hainaut, nous nous sommes essentiellement basé sur *Du murmure au grondement...*, surtout p. 278, 287-289, 297-299, 443-452 et 518-521. Ont aussi été utilisés les organes nationaux de la JGS (*Jeunesse nouvelle*) et du RNJ (*Vers l'Avenir* et *Nous les Jeunes*), les interviews effectuées par nos soins en juin et juillet 2000 de Michel Béroutia (RNJ Thudinie), Franz Bridoux, Fernande Brouwez, Jean-Léonard Carlens, Gilbert Cattelain, Marius Cauvain (tous RNJ-JGS Borinage), Charles Chasseur, James Lebrun (tous deux RNJ Charleroi) et Raymond Wautrecht (RNJ Centre), ainsi que les archives et souvenirs écrits aimablement transmis par Franz Bridoux, Gilbert Cattelain et James Lebrun.

44 *Jeunesse nouvelle*, n° 10, 15.IV.1941, p. 3. Sur la JGS vraiment socialiste du Centre dans l'entre-deux-guerres, voir Freddy Joris, *Soignies-Thuin*, (MÉMOIRE OUVRIÈRE 1885-1985. HISTOIRE DES FÉDÉRATIONS, X), Bruxelles, 1985, p. 95-96, 105 et 127-129.

Jeunesse et Résistance en Hainaut

- Groupe de jeunes, comprenant notamment James Lebrun et plusieurs autres résistants gosseliens, au bord du bassin de natation de Charleroi, quelques mois après la fin de la guerre. C'est là, selon Lebrun, qu'aurait été créé le 15 novembre 1943 la Fédération 31 (celle de Charleroi) du RNJ.
(Photo JAMES LEBRUN, LUSTIN)

Les directives en ce sens sont probablement données par René Beelen, employé liégeois de 27 ans, chargé de juillet à septembre 1941 de constituer les nouvelles bases du mouvement RNJ-JGS dans le Hainaut. Au début de l'automne, il laisse le relais à Charles Herreman, un bruxellois de 23 ans, dont l'autorité s'étend sur le Centre, le Borinage, Charleroi et Namur. Dans son numéro du 15 octobre 1941, *Jeunesse nouvelle* signale en tout cas le développement du RNJ dans le Borinage et à Charleroi. *Vers l'Avenir*, l'organe du RNJ fondé début août, peut même communiquer dans son édition de novembre, la création du comité de l'arrondissement de Charleroi du RNJ⁴⁵. Celui-ci, et ce n'est certainement pas un hasard, est lancé à la même époque que l'organisation régionale du FI. Comme elle d'ailleurs, il présente une teinte fédéraliste qui disparaîtra assez rapidement⁴⁶. Le texte de la plate-forme du RNJ de Charleroi, reproduit dans *Vers l'Avenir*, insiste surtout sur l'importance de la propagande et du recrutement, preuve tout de même des débuts laborieux du nouveau mouvement.

La structure se met à peine en place qu'une première série d'arrestations déstabilise l'organisation provinciale. Le 6 décembre 1941 en effet, Charles Herreman est

⁴⁵ *Vers l'Avenir*, n° 2, XI.1941, p. 2.

⁴⁶ Sur les débuts du FI à Charleroi, cfr FABRICE MAERTEN, *Du murmure au grondement...*, p. 482-484.

appréhendé à La Louvière, en même temps que son adjoint André De Clercq, un chimiste bruxellois de 21 ans qui depuis le 1^{er} novembre 1941 avait pour charge de développer le mouvement dans le Centre et le Borinage. Par ailleurs, à la même époque, Gilbert Fauviaux est obligé de fuir ce même Borinage à la suite d'arrestations opérées à la tête du PC régional.

Par chance pour la structure JGS-RNJ du Hainaut, la répression paraît se limiter à la direction du mouvement. Dès lors, l'organisation, qui se manifeste à partir de cette époque le plus souvent sous les traits du RNJ, grandit dans l'ombre du FI et connaît un certain développement dans les bassins du Centre et surtout du Borinage et de Charleroi jusqu'à l'été 1942. En outre, ses activités se diversifient. Il ne s'agit plus seulement maintenant de recruter et de faire de la propagande, mais aussi de récolter de l'argent pour les illégaux et les familles des prisonniers politiques, de réaliser des actes d'intimidation contre les rexistes (inscriptions à la chaux et bris de vitres essentiellement) et de pratiquer de petits sabotages.

Mais le RNJ, qui d'avril à fin 1942 est dirigé sur le plan provincial par Marcel Baiwir, artisan tapisseur-garnisseur de 24 ans originaire de Liège, reste une organisation fragile. Elle est loin de connaître le succès grandissant rencontré alors par le FI dans le Hainaut. En atteste la difficulté de mettre sur pied une presse clandestine régionale. A partir de décembre 1941 paraît bien *Le Jeune Carolo. Organe régional des JGS de Charleroi et Basse-Sambre*, mais cette feuille ne doit pas subsister très longtemps puisqu'on perd déjà sa trace en février 1942. Seul d'ailleurs le premier numéro du clandestin est conservé. Alternant les articles destinés aux jeunes travailleurs et ceux adressés à l'ensemble de la jeunesse, le clandestin paraît hésiter entre son appartenance communiste, manifestée par ses appels à la lutte revendicative dans les entreprises et ses éloges envers l'URSS, et sa volonté de réunir tous les jeunes dans la lutte contre le fascisme. *Le Jeune Carolo* est sans doute remplacé au printemps 1942 par *Le Jeune Patriote. Organe de la Fédération carolorégienne du RNJ* qui prend dès le n° 2, celui de juin, le nom de *Jeunesse libre*. Ce numéro, le seul conservé – la feuille disparaît probablement en juillet – atteste de l'évolution du mouvement qui met désormais l'accent sur l'importance de l'action directe contre l'occupant et les collaborateurs, n'hésitant pas à adopter un ton très dur contre ces derniers : "Quand vous rencontrez un de ces sacripants, donnez-lui un avant-goût de ce que sera le règlement de compte et s'il y laisse sa peau, tant mieux"⁴⁷. Dans le Borinage, l'autre fédération hennuyère se signalant par une extension notable de l'organisation à cette époque, le responsable régional depuis les arrestations de la fin 1941, Victor Lecomte, jeune homme de Quaregnon âgé de 19 ans, semble avoir participé à l'édition d'une autre feuille régionale, *Le Jeune Borain*. Mais

47 *La Jeunesse libre*, n° 2, VI.1942, p. 4.

celle-ci n'a pas dû non plus connaître une grande régularité ni une grande diffusion, puisque aucun exemplaire du clandestin n'a pu être retrouvé ⁴⁸.

Il n'empêche, le RNJ a tendance peu à peu à se montrer plus remuant et ce bouillonnement d'initiatives parfois imprudentes finit par attirer l'attention de l'ennemi. A partir de l'été 1942, il porte des coups d'autant plus rudes à l'organisation que celle-ci est fragilisée non seulement par la faiblesse relative de ses effectifs mais aussi par le départ de ses éléments les plus âgés (généralement après 20 ans) et/ou les plus intrépides chez les Partisans, en particulier à Charleroi où le bras armé du Parti communiste est, à l'époque, très actif.

L'offensive allemande touche d'abord le pays de Charleroi où le responsable régional de l'organisation, Georges Junion, électricien de Ransart alors âgé de 19 ans, est appréhendé le 11 juillet. Son arrestation n'est que la première d'une longue série qui s'égrène jusqu'en septembre et touche surtout la commune de Ransart, point fort avec Lodelinsart, Gilly et Châtelet de la structure dans la région. La capture par les Allemands, le 23 octobre 1942, de Georges Mommens, pâtissier de Lodelinsart lui aussi âgé de 19 ans, qui avait tenté de remettre l'organisation sur pied, met fin pour longtemps à l'activité de la structure JGS-RNJ à Charleroi. Camille Lejeune, jeune homme de 22 ans envoyé de Bruxelles par la direction nationale à la fin de 1942 pour reconstituer l'organisation régionale, ne peut que constater les dégâts : n'étant pas parvenu à entrer en contact avec les quelques jeunes encore disponibles, il doit reconnaître son incapacité à reformer le groupement, qui ne reprendra vie qu'à l'automne 1943.

Dans le Centre, la situation n'est guère plus brillante en cette fin d'été 1942. Une rafle qui débute le 31 août et se poursuit jusqu'à la fin septembre, permet en effet aux Allemands d'arrêter une quinzaine de membres du RNJ régional dont Robert Brysens, ingénieur chimiste de Manage alors âgé de 20 ans, qui paraît jouer un rôle dirigeant dans la contrée. Un rapport allemand évoque cette affaire de manière précise : "Sur base d'une lettre anonyme, a été découvert un groupe de sabotage à La Louvière appelé Rassemblement national de la Jeunesse. Ce groupe veut rassembler tous les jeunes du pays. Il veut développer la propagande contre l'Allemagne notamment par des inscriptions sur les murs, ainsi que les sabotages au travail par le freinage et le ralentissement du rythme

48 Selon Franz Bridoux, membre de l'équipe dirigeante du RNJ dans le Borinage de mars à août 1943, *Le Jeune Borain* n'aurait pas paru en 1942, mais bien à deux ou trois reprises au cours du printemps 1943 pour pallier la carence, à l'époque, en journaux *Jeunesse nouvelle* et *Vers l'Avenir* venant de l'organisation nationale. Il est à noter que Jean-Léonard Carlens, responsable régional pendant la même période, ne se souvient pas du *Jeune Borain*.

de travail. De plus, le leader du RNJ est en rapport avec les groupes communistes de sabotage et il est lui-même sans doute communiste⁴⁹.

Le mouvement dans cette région ne paraît reprendre vigueur qu'au début 1943, moment où Fernand Laurent, mineur de Quaregnon âgé à ce moment de 22 ans, est envoyé dans la région pour relancer le groupe. Sous son impulsion, l'activité JGS-RNJ prend une nouvelle ampleur. Outre la vente de photos au profit des réfractaires et la distribution de tracts, l'équipe diffuse *Jeunesse nouvelle* et édite une petite feuille *Debout les Jeunes*, dont aucun exemplaire n'a malheureusement pu être retrouvé. Mais l'arrestation, le 28 juin 1943, de Fernand Laurent et de son adjoint, suivie de quelques autres, met fin à l'action spécifique de ce noyau. Les survivants passeront au FI ou aux Partisans.

Le Borinage a la chance d'échapper à ces arrestations massives jusqu'à l'été 1943. En juillet 1942, Victor Lecomte est bien obligé de quitter la région, mais sa succession est semble-t-il rapidement assurée par Marcel Liénart, ajusteur-mécanicien de Wasmuel âgé de 29 ans, puis à partir du début 1943 par Jean-Léonard Carlens, un ajusteur-mécanicien de 18 ans originaire de la région liégeoise. Epargné pendant cette longue période par la répression, le RNJ du Borinage, fort de ses sections JGS présentes dans les grosses communes industrielles de la région, peut d'autant plus continuer à se développer qu'il n'a pas trop à souffrir de la concurrence des Partisans, qui connaissent à la même époque dans la contrée une certaine léthargie. Comme dans le Centre, l'accent est mis à partir du début 1943 sur la lutte contre la déportation et sur l'aide aux réfractaires, parmi lesquels on tente de recruter abondamment, l'objectif final étant d'aguerrir ces jeunes afin de pouvoir par la suite les incorporer au sein des Partisans. Ces projets sont mis à mal par l'occupant qui, ayant atteint l'organisation JGS-RNJ à la tête à la fin juillet 1943, décapite la structure régionale dès les premiers jours d'août. Une nouvelle fois, la plupart des survivants passeront à l'organisation civile du FI ou aux Partisans.

En cette fin d'été 1943, le RNJ et la JGS paraissent moribonds dans le Hainaut. Cependant, dès cette époque, quelques jeunes Hennuyers, attirés par l'idéal communiste, tentent de reprendre le flambeau. La flamme semble d'abord renaître dans le pays de Charleroi où, il est vrai, elle s'était éteinte depuis près d'un an. En août 1943 en effet, naît *Résistance. Rassemblement national de la Jeunesse. Namur et Charleroi*. Cette petite feuille, dont nous avons retrouvé le premier et sans doute le deuxième numéro et qui, selon toute vraisemblance, paraît jusqu'en février 1944 au moins, naît probablement à l'initiative de jeunes Namurois, comme l'indique le titre et surtout la signature, par la fédération namuroise du RNJ, de l'éditorial. Elle est cependant, dès

49 Rapport du groupe de la *Geheime Feldpolizei* 738 pour la période du 1er au 30 septembre 1942, 4.X.1942 (CEGES, *German Records Microfilmed at Alexandria*, T501, R108, p. 582).

le départ, diffusée en terre carolorégienne⁵⁰. La création en octobre 1943 de l'organe *Le Pionnier. Jeunes Gardes socialistes unifiés de Namur et Charleroi*⁵¹ constitue un indice fiable du développement de l'entreprise. Si le numéro d'octobre ne recèle aucune information relative à la région de Charleroi, témoignage de la faiblesse de l'organisation dans le pays noir à cette époque, celui publié le 31 janvier 1944 comporte une rubrique consacrée à cette contrée, rubrique où sont consignés des actes, certes modestes, de propagande et de recrutement.

C'est qu'entre octobre 1943 et janvier 1944, la nouvelle fédération carolorégienne s'est considérablement étoffée. Vers octobre, Lucien Van Colen, fabricant de chaînes de 19 ans domicilié à Forchies, près de Charleroi, est nommé responsable RNJ pour le Hainaut et le Brabant wallon, puis pour le Hainaut et Namur. Surtout, à partir de novembre, une structure solide se développe dans le bassin de Charleroi, s'appuyant sur un noyau dynamique ayant Gosselies pour centre. A sa tête se trouve James Lebrun, typographe gosselien âgé de 20 ans qui en l'espace de trois mois recrute une centaine de jeunes gens. Ce groupe s'occupe de propagande, soutient les réfractaires et autres illégaux, rassemble des renseignements pour les Partisans, fomenté des arrêts de travail, procède à de petits sabotages industriels et provoque des bris de vitres chez les rexistes. Le but fondamental de l'organisation est toujours de former de futurs Partisans. Mais début mars 1944, la structure est démantelée par l'occupant qui appréhende neuf membres de l'équipe et oblige Lebrun à prendre la fuite. Ce dernier sera d'ailleurs arrêté le 21 avril. La fédération JGS-RNJ de Charleroi est anéantie et rien n'indique qu'elle ait repris vie avant la Libération.

Dans le Centre voisin où le RNJ a disparu depuis juillet 1943, Paul Brancart, étudiant en droit de l'UCL âgé de 22 ans acquis à l'idéal patriotique et social du FI, fonde en novembre 1943 avec quelques amis le clandestin *L'Étudiant libre* dont il fait l'organe pour la région du Rassemblement estudiantin, un groupe affilié au RNJ et composé essentiellement d'étudiants de l'ULB. Rédigé sur un ton souvent sarcastique, *L'Étudiant libre*, dont seuls les numéros de février et de mars 1944 ont pu être retrouvés, s'attache surtout à développer l'esprit de résistance parmi les étudiants et à dénoncer les collaborateurs de l'ennemi. Son originalité réside dans sa vision de l'après-guerre, porteuse d'un pacifisme peu courant à l'époque, et dans sa critique d'une certaine gérontocratie. Ainsi, le journal imagine avec une ironie amère ce que sera l'après-

50 James Lebrun, le futur responsable JGS-RNJ de Charleroi, a conservé chez lui le numéro de la mi-septembre 1943.

51 A l'époque, le terme Jeune Garde socialiste unifiée (JGSU) paraît prendre le dessus sur celui de JGS, sans doute parce qu'à partir de mai 1943, les socialistes entament la parution d'un autre *Jeunesse nouvelle*, qui condamne l'appropriation de l'étiquette JGS par les jeunes communistes. Nous n'avons trouvé dans le Hainaut qu'une seule trace d'activité sous l'occupation de ces JGS vraiment socialistes : Alfred Gors, ancien militant JGS socialiste de la région d'Ath-Tournai né en 1911, aurait en effet édité en 1942 une petite feuille stencillée appelée elle aussi *Jeunesse nouvelle (Du murmure au grondement...)*, p. 306).

Jeunesse et Résistance en Hainaut

- La jeunesse, par delà les frontières. Cette photo, prise devant le domicile des Hanotte à Rumes le 26 septembre 1943, rassemble en effet deux prisonniers russes évadés, deux aviateurs américains en partance vers la France, un passeur belge, Georges Arnould (tous debout), Henriette Hanotte et son fiancé, Jules Thomé (tous deux accroupis) (Photo HENRIETTE HANOTTE, Nivelles)

guerre : “on fera de beaux plans pour la réforme de l’Etat que de braves parlementaires décatis trouveront ‘avancés’, on fêtera le retour au pays de M. Pierlot et du gouvernement belge, on ouvrira les portes du Palais de Laeken pour libérer le roi ‘prisonnier’”⁵². Par ailleurs, il n’hésite pas à prendre le contre-pied des accusations lancées par de nombreux clandestins de droite : “Et lorsque après la guerre, on connaîtra les dessous de beaucoup de choses, on s’apercevra peut-être que la Patrie devra sans doute plus à sa jeunesse qui aime le jazz (pas le ‘swing’), qu’à des vieillards grincheux, qui, trop décatis pour avoir une quelconque activité patriotique, préfèrent s’en prendre à la jeunesse et au rythme qui berce sa détente”⁵³. Brancart et ses amis abandonnent *L’Etudiant libre* à la fin avril 1944. Ils disposent dorénavant pour le Centre d’un nombre relativement important d’exemplaires du nouvel organe du RNJ, *Nous les Jeunes*, et surtout ils préfèrent désormais consacrer la plus grande part de leur énergie à l’action armée, qu’ils mènent au sein du Groupe G. Brancart tombera d’ailleurs sous les balles allemandes lors d’une tentative de récupération d’armes le 1^{er} septembre 1944.

⁵² *L’Etudiant libre*, III.1944, p. 2.

⁵³ *Idem*, p. 4.

Après les arrestations qui frappent l'organisation JGS-RNJ du Borinage en août 1943, de longs mois sont sans doute nécessaires pour qu'une nouvelle structure se mette en place dans cette région. Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'en mai 1944, la JGS boraine compte 125 membres. A l'époque, une nouvelle structure RNJ a également été remise sur pied. Elle est dirigée jusqu'au 15 juin 1944, date de son arrestation, par Florent Huysman, employé d'Hornu âgé de 18 ans, dont l'activité principale semble avoir été de venir en aide aux illégaux en distribuant des timbres de ravitaillement. Il a sans doute aussi pour rôle de préparer l'intégration des jeunes dans le FI en vue de la libération du pays. Emeric Larmusiau, opérateur en dentisterie de Cuesmes âgé de 25 ans, semble lui succéder. Sous sa direction, le RNJ, qui est présent dans 72 communes de la région, a plus que jamais pour but de rassembler les jeunes de toutes opinions pour qu'ils participent au sein des MP aux combats de la Libération. On ne sait pas dans quelle mesure le mouvement a atteint son but, mais si l'on en croit l'organe national des Jeunes Gardes socialistes unifiés (JGSU), *Jeunesse nouvelle*, tous les JGS borains ont, à l'arrivée des Alliés, rejoint les Partisans et fait "de l'excellent travail"⁵⁴.

Alors qu'au printemps 1944, l'organisation JGS-RNJ paraît bien malade dans deux de ses bastions hennuyers traditionnels, elle recrute pour la première fois des adhérents dans le pays d'Ath. A la base de ce petit noyau – le groupe ne compte que 21 membres en mai 1944, mais il n'est pas interdit de penser que le mouvement prend une plus grande ampleur à partir de juin – se trouve probablement Elie Drumaux, agent athois de la SNCFB âgé alors de 22 ans qui deviendra à la fin des années soixante président du PCB. Son action, qui s'étend en 1944 d'Ath à Beloeil en passant par Ladeuze et Chièvres, couvre surtout le domaine de la presse clandestine. Drumaux pousse aussi ses jeunes recrues à entrer dans les Partisans et plusieurs d'entre elles participeront aux combats de la Libération au sein des Partisans ou des MP.

C'est sans doute à son initiative qu'est créé vers le début juin 1944 *Hardi ! Organe de la Fédération d'Ath-Tournai-Mouscron des Jeunes Gardes socialistes unifiés*. Le n° 2, daté du 15 juin 1944, est parvenu jusqu'à nous. Très pro-soviétique, il pousse les jeunes ouvriers à quitter leur travail et à former des milices armées tandis que les jeunes dans leur ensemble sont appelés à rejoindre les rangs des Partisans. Elie Drumaux est probablement aussi à l'origine d'*Au Travail ! Bulletin intérieur de la Fédération d'Ath-Tournai-Mouscron des Jeunes Gardes socialistes unifiés*, dont les deux premiers numéros, publiés les 1^{er} et 15 juillet 1944, ont été conservés. Cette feuille, réservée exclusivement aux militants JGS, exprime clairement, dans son premier numéro, la stratégie communiste en matière de jeunesse. La tâche immédiate doit être de lutter "contre l'opresseur impérialiste hitlérien". Mais "pour libérer les jeunes travailleurs (...), il faut évidemment entraîner la masse de la jeunesse dans notre lutte pour sa libération". Pour y arriver, il est nécessaire

⁵⁴ Cfr *Jeunesse nouvelle*, n° 1, 17.IX.1944, p. 4.

d'établir "une liaison étroite avec toutes les organisations de jeunesse patriote au sein du Rassemblement national de la Jeunesse". Toute la stratégie inhérente au RNJ est présente dans la phrase suivante : "De cette façon, la lutte contre l'ennemi commun est coordonnée entre tous les jeunes patriotes et les Jeunes Gardes socialistes peuvent, en se montrant les plus combattifs, les plus ardents dans la lutte, gagner la confiance des masses des jeunes qui luttent à nos côtés, cette confiance étant le gage de l'influence que nous pourrions obtenir sur la jeunesse"⁵⁵. L'essentiel du numéro suivant précise l'action des JGS en vue de la libération du pays. Le clandestin insiste surtout sur l'intégration au sein du RNJ en soulignant qu'il faut amener dans cette organisation les réfractaires non organisés, les jeunes faisant partie de clubs sportifs et d'agrément (la JOC est assimilée à cette catégorie !) ainsi que les jeunes filles et jeunes femmes. Les JGS doivent encore renforcer au maximum les Partisans et les Milices patriotiques en prévision du jour J où ils aideront à chasser l'ennemi. *Au Travail !* souligne encore qu'il défendra après-guerre "toutes les revendications justes de la jeunesse", et notamment le droit aux études qui sera "un point important de notre programme"⁵⁶.

Cette tentative pour ranimer les structures JGS-RNJ est tardive et relativement isolée. A la veille de la Libération, seule la fédération du Borinage semble peser d'un poids non marginal dans la lutte. La situation est alors catastrophique dans le Centre et à Charleroi. Pour preuve, Hubert Hankard, employé de Bruxelles de 28 ans envoyé dans le Hainaut en janvier 1944 pour réorganiser le mouvement à l'échelle provinciale et qui dispose à un moment ou à un autre de contacts avec Charleroi, le Borinage et Ath-Tournai, doit suspendre son activité de juin à août 1944, d'abord pour raisons de santé, ensuite par manque de contacts.

En réalité et malgré certains succès limités dans le temps (essentiellement de janvier à l'été 1942) et dans l'espace (le pays de Charleroi et surtout le Borinage), le RNJ ne constituera jamais dans le Hainaut l'organisation puissante imaginée par ses initiateurs. Comme sur le plan national, elle est victime de son étiquette communiste, de ses imprudences, mais aussi et surtout de l'attraction exercée par les organisations adultes sur les jeunes et du besoin en forces vives de ces mêmes mouvements. Au fond, il n'est qu'une structure de passage rendue de moins en moins utile par la pression des événements. Mais alors, puisqu'il faut bien parler d'échec, où se cache la jeunesse résistante, si du moins elle existe ? Il est en tout cas nécessaire de creuser plus loin pour espérer la trouver.

Une jeunesse déchiffrée

L'analyse sérielle réalisée à partir du dépouillement de plusieurs milliers de dossiers confectionnés au lendemain de la guerre pour l'obtention de l'un ou l'autre des statuts

⁵⁵ *Au Travail !*, n° 1, 1.VII.1944, p. 2-3.

⁵⁶ *Idem*, n° 2, 15.VII.1944, p. 6.

de la Résistance offre, malgré ses limites, un formidable outil de travail pour mieux cerner la personnalité des jeunes résistants, leur place relative dans les divers mouvements d'opposition, leur rôle dans la lutte et l'importance de leur sacrifice ⁵⁷.

Mais d'abord, dans quelle proportion la jeunesse s'est-elle engagée activement contre l'occupant ? S'il est difficile de répondre avec exactitude à cette question ⁵⁸, on peut tout de même tenter l'une ou l'autre estimation. Dans la population 'en âge de résister', soit de 16 à 65 ans, la participation organisée à la lutte contre l'envahisseur semble avoir été, dans le Hainaut, de l'ordre de 3 à 5 %. Elle doit s'être avérée sensiblement la même dans le groupe analysé que, conformément à notre propos introductif, nous avons limité aux personnes âgées au maximum de 25 ans lors de leur entrée en Résistance soit, essentiellement pour des raisons de commodité, à celles nées après 1917 ⁵⁹. En effet, sur un total de 5.008 cas, les jeunes ainsi définis sont au nombre de 1.112 et constituent donc 22,2 % de l'échantillon, un pourcentage relativement similaire à la part des personnes de 16 à 25 ans dans la population du Hainaut âgée de 16 à 65 ans au lendemain de l'occupation ⁶⁰.

En fait, comme en témoigne le graphique repris ci-dessous, les jeunes ne sont pas, proportionnellement à leur nombre total dans la société hennuyère, ceux qui s'engagent le plus dans la Résistance. Même les jeunes adultes de 21 à 25 ans sont nettement supplantés dans ce domaine par les 26-30 ans et les 31-35 ans, le sommet de l'engagement se situant plutôt vers 30 ans. En chiffres absolus, la tranche des 21 à 25 ans n'est pas non plus la plus fournie, puisqu'elle occupe le troisième rang, derrière les 31-35 ans et les

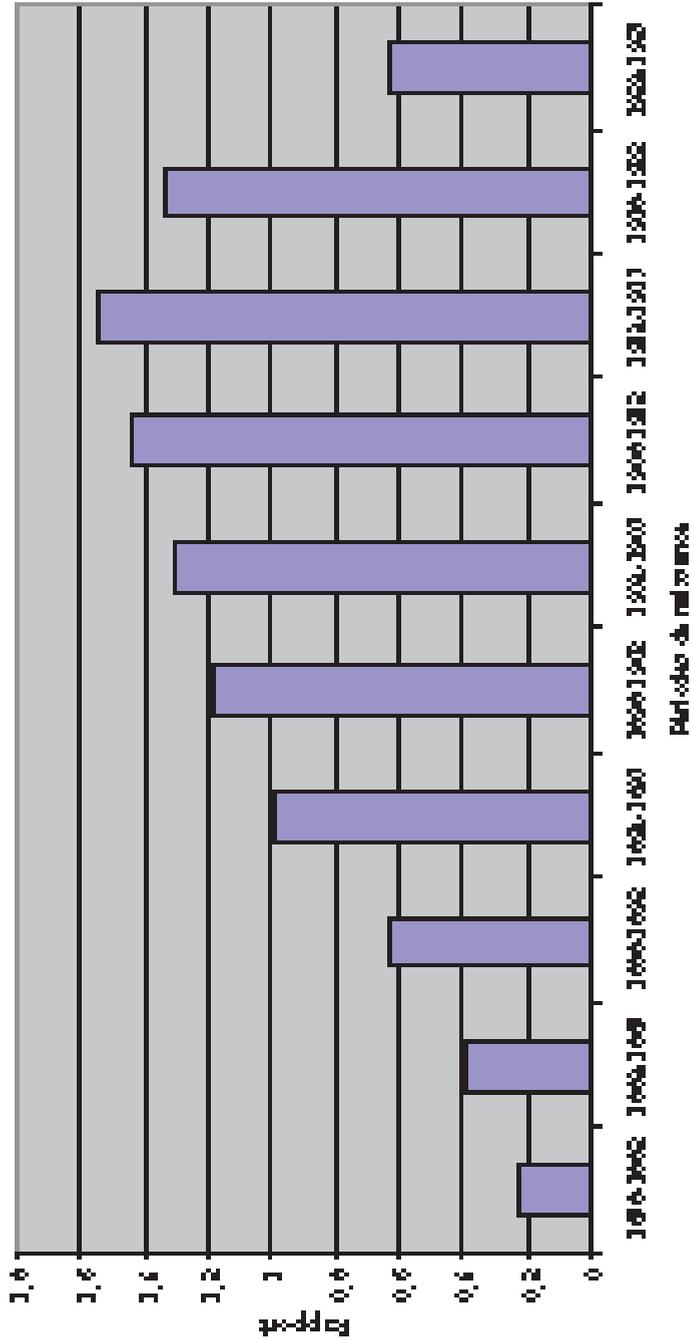
57 Sur la méthode et les limites de l'enquête, nous renvoyons à une étude précédente, "La Résistance, facteur d'émancipation des femmes ?...", p. 180-181.

58 Celle-ci pose en effet le problème de la définition de la Résistance et, par ricochet, de la valeur et de l'exhaustivité des sources disponibles. Les réflexions théoriques à ce propos ne manquent pas, surtout en France où de nombreux colloques et ouvrages ont été consacrés spécifiquement à la Résistance au cours de cette dernière décennie. Cfr, en particulier, *La Résistance et les Français. Nouvelles approches*, (LES CAHIERS DE L'IHTP, XXXVII), Paris, 1997 qui dresse un bilan des six colloques organisés sur le thème de la Résistance par l'Institut d'Histoire du Temps présent entre 1993 et 1997.

59 Pour éviter des calculs trop fastidieux et d'ailleurs aléatoires (on connaît rarement avec certitude le moment où débute l'activité), l'année d'entrée dans la Résistance a en effet été fixée de manière relativement arbitraire à 1943, époque que l'on peut considérer comme médiane à ce propos.

60 Cette part est de 22,7 %, compte tenu de la soustraction des plus ou moins 18.000 prisonniers de guerre hennuyers retenus en Allemagne, dont la plupart sont nés entre 1910 et 1920. Cfr *Recensement général de population...*, p. 12-13. Ajoutons, pour être tout à fait précis, que notre échantillon compte 29 adolescents de moins de 16 ans, ce qui réduit le pourcentage des 16 à 25 ans à 21,6 %. Mais la base de données rassemble un nombre relativement comparable de personnes âgées de plus de 65 ans, ce qui a tendance à annihiler les effets de la soustraction des plus jeunes.

Rapport, pour chaque tranche d'âge, entre la part relative de la classe en question dans l'échantillon et la part relative de la même classe dans la population du Hainaut



36-40 ans⁶¹. Il convient cependant de relever que ces tendances ne valent que pour les jeunes hommes, dont le poids est prépondérant dans le groupe des moins de 26 ans, puisqu'ils représentent 86,2 % de l'ensemble contre 13,8 % pour les jeunes femmes, ce dernier taux étant légèrement supérieur à la moyenne générale⁶². Du côté féminin en effet, le sommet de l'engagement se situe bien entre 20 et 25 ans⁶³ ce qui, par voie de conséquence, accentue encore le déficit du côté des jeunes hommes du même âge⁶⁴.

Si l'on peut comprendre que les grands adolescents de 16 à 20 ans n'aient pas eu la maturité ni surtout la liberté nécessaires pour adhérer à la Résistance⁶⁵, la participation somme toute relativement limitée des jeunes adultes de sexe masculin pose par contre question. L'explication tient sans doute pour une part non négligeable au caractère même de la Résistance, un combat patient et discret, répondant fort peu à l'enthousiasme inhérent à la jeunesse. A l'époque, le premier réflexe de la plupart des jeunes gens désireux de lutter contre l'occupant n'est pas de comploter, tapis dans l'ombre, mais bien de chercher à gagner la Grande-Bretagne pour se battre au grand jour. Ils sont des milliers de Belges à tenter l'aventure, un nombre limité d'entre eux seulement parvenant à bon port⁶⁶. Les autres sont tués, emprisonnés et/ou contraints de rentrer au pays où certains finiront par grossir les rangs de la Résistance.

61 Les 21-25 ans comptabilisent 704 cas contre 751 pour les 31-35 ans et 772 pour les 36-40 ans. Les 16-20 ans occupent dans ce classement la septième position (379 cas), juste devant les 51-55 ans.

62 Les femmes constituent 13,2 % de l'échantillon global. Pour l'ensemble de la problématique relative à la place des femmes dans la Résistance hennuyère, cfr "La Résistance, facteur d'émancipation des femmes?...".

63 Le rapport entre la proportion de femmes de 21-25 ans dans la Résistance et la proportion de femmes du même âge dans l'ensemble de la population du Hainaut est de 1,51. Ce même rapport est légèrement inférieur pour les 26-30 ans (1,44) et les 31-35 ans (1,43). Il est moins favorable encore aux 36-40 ans (1,32) et aux 41-45 ans (1,24) et se situe en dessous de l'unité pour toutes les autres tranches d'âge (0,85 pour les 16-20 ans).

64 Chez les hommes, le rapport évoqué à la note précédente est de 1,56 pour les 26-30 ans, 1,46 pour les 31-35 ans et seulement de 1,28 pour les 21-25 ans (il est de 0,56 pour les 16-20 ans).

65 Ainsi, selon BÉNÉDICTE ROCHET, "La vie quotidienne au Collège du Sacré-Cœur à Charleroi pendant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945)", in *Actes du sixième congrès de l'association des cercles francophones d'histoire et d'archéologie de Belgique*, t. 1, Mons, 2000, p. 142, "les Pères jésuites [du collège de Charleroi] pensent (...) que les activités d'ordre militaire ou politique sont étrangères à leur mission. Leur devoir d'Etat envers la patrie et les familles est d'encadrer la jeunesse, la maintenir dans son milieu et la protéger de toute éventuelle influence négative". Voir, pour une analyse approfondie, BÉNÉDICTE ROCHET, *La vie quotidienne au Collège du Sacré-Cœur de Charleroi sous l'occupation allemande (1940-1944)*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire, UCL, 1999.

66 L'étude scientifique de ces évasions n'a, semble-t-il, jamais été réalisée ce qui explique le caractère vague des données chiffrées. Selon l'ouvrage de JEAN-LÉON CHARLES, *Les forces armées belges au cours de la deuxième guerre mondiale*, (NOTRE PASSÉ), Bruxelles, 1970, qui reste la meilleure référence en la matière, l'effectif total des forces belges en Grande-Bretagne n'a jamais atteint 5.000 hommes, ce qui indique tout de même le faible nombre total d'évasions réussies. Voir aussi *Jours de Londres*, (JOURS DE GUERRE, XVI-XVIII), Bruxelles, 2000, en particulier les articles de LUIS ANGEL BERNARDO Y GARCIA, "Tenby ou la genèse des forces de terre belges en Grande-Bretagne", p. 79-107 et de FRANCIS BALACE, "Les militaires belges en Grande-Bretagne", p. 109-125.

La tentation est particulièrement forte au début de l'occupation, comme en témoigne notamment l'état d'esprit qui anime en 1941 l'élève officier de l'École royale militaire et futur agent du service de renseignements Luc-Marc, Fernand Debreyne, alors âgé de 20 ans : "Je me suis donc mis à chercher un moyen de combattre. Je pensais Angleterre. Je n'envisageais pas l'action clandestine. Ce que faisaient à l'époque en Belgique quelques saboteurs coupeurs de fils téléphoniques, quelques distributeurs de tracts photocopiés ou quelques gamins traçant à la craie des V dans les pissotières m'apparaissait comme lamentablement dérisoire. C'étaient là les seuls types d'actes de résistance dont le public – j'en étais – avait connaissance"⁶⁷. Plus tard, la difficulté croissante à joindre Londres et le développement de la lutte armée décourageront ce type de tentative et aideront la Résistance à combler en partie son déficit en jeunes recrues masculines. En partie, preuve que l'argument du caractère spécifique de la Résistance n'explique pas tout et que sans doute se cache aussi sous cette sous-représentation des jeunes une volonté moindre que les aînés immédiats de s'engager pour la cité. Nous y reviendrons.

La comparaison de la répartition de la jeunesse résistante par région avec cette même distribution géographique réalisée au sein de l'ensemble des résistants hennuyers fournit également des renseignements intéressants. Elle témoigne en effet de la faiblesse relative de la présence des résistants et résistantes de moins de 26 ans dans les régions de La Louvière, de Beaumont-Chimay et surtout de Charleroi⁶⁸. Ce n'est peut-être qu'une coïncidence mais il est en tout cas frappant de constater que ces trois zones, situées à l'est de la province, constituent le terrain d'action privilégié de la *Sipo-SD* de Charleroi, le reste du Hainaut étant plutôt couvert par la *Geheime Feldpolizei* de Mons. Or nous savons que la répression opérée par la *Sipo-SD* de Charleroi a été bien plus vive que celle menée par sa concurrente⁶⁹. Il n'est, de ce fait, pas interdit de penser que les coupes sombres réalisées par la *Sipo-SD* dans les rangs de la Résistance carolorégienne, mais aussi du Centre en 1942, n'aient empêché une partie de la jeunesse désireuse d'en découdre avec l'occupant en 1943-1944 de trouver alors les relais nécessaires à son action.

L'interprétation de la répartition des jeunes parmi les différentes catégories socioprofessionnelles est encore plus délicate car les données de base sont, dans ce cas, sujettes à caution : en effet, nombreux sont les jeunes à avoir changé d'occupation entre le temps de la Résistance et celui de l'après-guerre, moment où ont été confectionnés les dossiers⁷⁰. On se contentera donc d'indiquer sous toute réserve que les étudiants ne sont que 10 %⁷¹, les deux catégories les mieux représentées étant les ouvriers (28,7 %)

67 FERNAND DEBREYNE, *Naguère, ma guerre*, [Ohain], doc. dact., 2000, p. 16.

68 Les rapports sont de 0,95 pour La Louvière (15,7 % des jeunes résistants hennuyers y sont localisés contre 16,6 % de tous les résistants), de 0,85 pour Beaumont-Chimay (3,3 % des jeunes contre 3,9 % de tous les résistants) et de 0,73 pour Charleroi (20,7 % des jeunes seulement contre 28,2 % de tous les résistants).

69 Cfr *Du murmure au grondement...*, p. 242-259.

70 Le problème se pose encore avec plus d'acuité pour l'état civil, raison pour laquelle nous avons préféré ne pas traiter de ce paramètre.

et les employés (24,9 %), et que les pourcentages obtenus par ces deux derniers groupes sont relativement similaires à ceux enregistrés pour l'ensemble de la population résistante du Hainaut. Apparemment donc, la jeunesse résistante ne présente pas de profil socioprofessionnel très particulier.

L'analyse des différentes formes d'activités pratiquées par les jeunes résistants est bien plus instructive. Si l'on s'en tient à leur action au sein de l'AS et du MNB, mouvements de Résistance armée situés à droite dont les dossiers sont suffisamment complets pour réaliser ce type d'approche, ils opèrent surtout comme agents de liaison (environ sept fois sur dix), distributeurs de presse clandestine (dans près de trois cas sur cinq), acteurs de la lutte armée sous l'occupation (un peu plus d'une fois sur deux) et combattants de la Libération (dans environ 50 % des cas). Par contre, ils s'investissent peu dans la récolte de renseignements (une fois sur quatre) et encore moins dans l'aide aux évadés (1 cas sur huit)⁷². Par rapport à l'ensemble des résistants, les jeunes sont proportionnellement plus nombreux à prendre part à des opérations de parachutage, à pratiquer la lutte armée sous l'occupation, à mener des campagnes de propagande (tracts et graffiti) et surtout à combattre ouvertement à la Libération. Dans tous les autres cas, ils sont moins actifs. Le déficit est particulièrement flagrant lorsqu'il s'agit de venir en aide aux illégaux, de récolter des renseignements, de participer à des chaînes d'évasion et de prendre part à des manifestations et/ou à des grèves⁷³.

Etendues aux bases de données Milices Patriotiques, Partisans armés (PA)⁷⁴, Groupe G et Nola, la statistique relative à la participation à la Résistance armée confirme en l'accentuant l'attraction des jeunes vers l'action strictement armée, puisque plus de 60 % des membres de cet échantillon affirment avoir combattu l'envahisseur les armes à la main dès l'occupation. En outre, la proportion de jeunes à avoir participé à des parachutages et combattu à la Libération est nettement supérieure à la moyenne générale, alors que les liaisons sont, proportionnellement, moins prisées⁷⁵. Ajoutons que du côté féminin et pour peu qu'on puisse se fier à un échantillonnage parfois peu représentatif, on note surtout un pourcentage encore plus important que chez

71 Pour les raisons que nous venons d'évoquer, cette catégorie est manifestement sous-évaluée.

72 Cette statistique repose sur 281 cas. Ajoutons que dans cette énumération, ne sont pas mentionnées les activités pratiquées par un petit nombre dans la Résistance, comme par exemple la participation à un parachutage.

73 49,5 % des jeunes de l'AS et du MNB sont impliqués dans les combats de la Libération contre 39,9 % en général (rapport de 1,24). Le rapport est de 1,10 pour la propagande (3,2 % contre 2,9 %), de 1,09 pour l'action armée (52,7 % contre 48,4 %) et de 1,07 pour les parachutages (9,3 % contre 8,7 %). A l'autre bout de l'échelle, il n'est que de 0,75 pour l'aide aux illégaux (45,6 % contre 60,4 %), 0,72 pour la récolte de renseignements (24,9 % contre 34,8 %), 0,57 pour la participation à des chaînes d'évasion (12,5 % contre 22 %) et 0,46 pour les manifestations et grèves (2,1 % contre 4,6 %).

74 Nom officiellement donné aux Partisans à la veille de la Libération.

75 Les rapports sont respectivement de 1,18, 1,15, 1,22 et 0,91.

l'ensemble des femmes d'agents de liaison ⁷⁶, et cela essentiellement au détriment de la récolte de renseignements et de l'aide aux évadés ⁷⁷.

La ventilation des jeunes opposants au sein des principales structures clandestines actives dans le Hainaut confirme l'attrait exercé par la Résistance armée, puisque les deux mouvements les mieux représentés sont les PA (25,9 % des adhésions) et surtout l'AS (37,7 %). Situé presque à l'autre bout de l'échelle, le RNJ ne rassemble que 49 personnes, soit seulement 4,4 % de l'ensemble. Ces résultats sont à relativiser, compte tenu de la surreprésentation dans les reconnaissances par rapport à la réalité de la clandestinité de certains mouvements, et de l'accès inégal aux sources, deux éléments qui favorisent en particulier l'AS. Mais ces remarques ne changent fondamentalement rien au fait que le RNJ est une structure secondaire dans le paysage des mouvements d'opposition du Hainaut, ce qui confirme l'échec de cette tentative d'union de la jeunesse résistante contre l'occupant. Plus intéressant encore, car plus fiable, est de comparer le taux de participation des jeunes à chacun de ces groupes vis-à-vis du même taux calculé pour tous les résistants. Très logiquement, les opposants de moins de 26 ans sont surreprésentés au sein de toutes les mouvements strictement armés – la palme dans ce domaine revient au Groupe G, devant les PA, le MNB et l'AS ⁷⁸ –, mais aussi dans le service renseignements Marc ⁷⁹. A l'inverse, ils se situent largement en dessous de la moyenne aux MP, à Solidarité, au PCB, au service de renseignements Mill et surtout au PSB et à Socrate ⁸⁰.

De manière très claire, la jeunesse, lorsqu'elle s'engage contre l'occupant, cherche avant tout à s'opposer les armes à la main, dans le groupe le plus actif et le plus efficace possible, la plupart du temps sans autre arrière-pensée politique que de chasser l'envahisseur du pays. Ses choix préférentiels pour le Groupe G et les PA sont, à ce sujet, particulièrement explicites, tout comme d'ailleurs son peu d'enthousiasme pour la Résistance civile et les partis politiques, surtout lorsque ceux-ci – c'est le cas du PSB – limitent leur action à la seule propagande. Signalons enfin que la différence

76 94,1 % des jeunes femmes reprises dans l'échantillon AS, MNB, MP, PA, Groupe G et Nola, soit 96 sur 102, assument cette fonction contre 89,1 % pour l'ensemble des femmes.

77 Ces dernières informations doivent être considérées avec réserve, la statistique AS, MNB ne reposant que sur 41 cas de jeunes résistants.

78 Les rapports sont respectivement de 1,33 (20,2 % contre 15,2 %), 1,26 (25,9 % contre 20,6 %), 1,13 (10,4 % contre 9,2 %) et 1,08 (37,7 % contre 34,8 %). Nous ne tenons évidemment pas compte ici du RNJ, structure spécifique à la jeunesse, qui rassemble 1 % de l'ensemble des résistants hennuyers.

79 Le rapport est ici de 1,11 (7,1 % contre 6,4 %). Cette surreprésentation peut, à première vue, paraître étonnante, mais ce serait oublier que le noyau initial du service Marc est en grande partie constitué de jeunes de l'École royale militaire. Cfr notamment FERNAND DEBREYNE, *op.cit.*

80 Ces rapports sont respectivement de 0,86 (12,4 % contre 14,5 %), 0,82 (21,4 % contre 26,1 %), 0,74 (8,2 % contre 11,1 %), 0,63 (3,4 contre 5,4 %), 0,38 (1,5 % contre 3,9 %) et 0,36 (4,4 % contre 12,2 %). Les autres mouvements pris en considération dans cette enquête étaient la Légion belge, le précurseur de l'AS (14,9 % contre 15,8 %) et le service de renseignements Bayard (2 % contre 2,2 %).

d'attitude entre les deux sexes n'est guère importante à ce propos, les jeunes filles servant le plus souvent d'agents de liaison dans les mêmes mouvements armés⁸¹.

L'évolution comparée des adhésions par année permet par ailleurs de se rendre compte que le recrutement des jeunes s'opère souvent plus tardivement que pour les autres résistants. A la fin de 1942, ils ne sont que 35,9 % à s'être engagés contre 49 % en général. Surtout et alors que le législateur n'a tenu compte que des résistants recrutés avant le 4 juin 1944, 34 % des opposants nés après 1917 entrent dans la lutte en 1944 alors que le recrutement général n'est, cette année-là, que de 22,5 %. Reste à savoir si cet engagement tardif est dû au manque de possibilités réelles avant cette époque de pratiquer la lutte armée ou si cela tient au nombre toujours plus grand de jeunes réfractaires. A moins qu'il n'y ait un peu des deux. Chez les jeunes femmes, l'adhésion est particulièrement lente (à peine 27,2 % d'entre elles sont recrutées à la fin 1942). Les besoins croissants de la Résistance en faveur des illégaux et surtout par rapport au transport du courrier et des armes ont sans doute favorisé en 1943 et 1944 l'adhésion des jeunes femmes.

Comme l'on pouvait s'y attendre, les jeunes occupent plus que de coutume des fonctions subalternes, relativement rares étant ceux parmi eux à se trouver à un poste élevé de responsabilités⁸². 6,3 % des jeunes gens se situent tout de même à ce dernier niveau de pouvoir, ce qui n'est pas mal du tout comparé à la situation dans la société civile. Par contre, les jeunes femmes présentent le double handicap d'être jeunes et de sexe féminin, ce qui explique leur présence particulièrement faible aux niveaux intermédiaire et supérieur (respectivement dans 4 et 1,6 % des cas contre tout de même 19,2 et 6,3 % du côté masculin).

Engagés le plus souvent dans la lutte armée, les jeunes résistants sont plus exposés que la moyenne à la répression, cette dernière atteignant 30,4 % d'entre eux contre 25,4 % pour l'ensemble des résistants hennuyers. Cette constatation vaut autant du côté féminin que masculin⁸³. La forme revêtue par cette répression présente aussi des accents relativement différents de celle subie par la majorité des opposants. En particulier, les jeunes meurent plus fréquemment en Belgique et moins régulièrement dans les camps ou les prisons en Allemagne⁸⁴. Enfin, leur taux de mortalité est supérieur

81 On remarquera simplement que du côté des filles, le MNB est, proportionnellement à l'ensemble des femmes, le plus prisé (11 % contre 7 %), devant les PA (24 % contre 17,7 %), l'AS (31,8 % contre 24,4 %) et puis seulement le Groupe G (16,2 % contre 13,1 %), le groupement avec les PA le plus résolument tourné vers l'action dès l'occupation.

82 Dans 5,6 % des cas contre 8,2 % en général.

83 25 % des jeunes femmes subissent la répression de l'occupant contre 19,7 % de l'ensemble des femmes (rapport 1,27). Chez les jeunes gens, les taux sont respectivement de 31,4 % et de 26,3 % (rapport 1,19).

84 21,8 % des jeunes victimes de la répression meurent en Belgique, le taux de décès en Belgique parmi l'ensemble des résistants hennuyers ayant souffert du fait de l'occupant étant de 16,6 %; à l'inverse, le pourcentage de pertes en Allemagne parmi ces mêmes jeunes victimes n'est que de 14,1 % contre 20,4 % en moyenne.

à la moyenne, puisqu'il atteint 10,5 % contre 9,2 % pour l'ensemble des combattants de l'ombre du Hainaut. Cette dernière remarque vaut en particulier pour les jeunes gens dont le pourcentage de décès est de 12 % contre seulement 2,3 % pour les jeunes filles. Manifestement, les hommes nés après 1917 paient un lourd tribut à leur participation active au combat direct contre l'envahisseur.

Le cas de ces décédés offre l'occasion de tester, sous un angle il est vrai singulier, deux variables, la profession et l'état civil, sujettes à caution en raison du décalage entre l'époque des faits et celle où les dossiers avaient été constitués. Cette remarque vaut en particulier pour l'état civil. Aussi n'est-ce pas sans intérêt de constater que 76,9 % des décédés nés après 1917 sont célibataires. L'absence d'attaches familiales semble bien avoir facilité l'entrée des jeunes dans la Résistance sans pour autant que le mariage ait constitué une barrière infranchissable⁸⁵. Par ailleurs, la statistique relative à la profession souligne, outre le prix très lourd payé par les ouvriers – ceux-ci représentent plus de 40 % des morts –, la part importante des étudiants au sein des moins de 26 ans, puisqu'ils sont déjà 16 % parmi les décédés⁸⁶.

Pour revenir à la répression dans son ensemble, on ne sera pas surpris d'apprendre que plus de 60 % des arrestations de jeunes ont lieu en 1944, ni que 45,7 % d'entre elles ont pour motif des actes de sabotage, ce qui est largement supérieur à la moyenne générale (28,8 %), ni encore que toutes les autres raisons présentent des taux inférieurs à cette même moyenne générale. Toutes, sauf le fait d'être réfractaire, qui vaut cependant pour moins de 5 % des motifs d'arrestation.

On l'a dit, la Résistance concerne beaucoup plus les jeunes adultes que les adolescents : les premiers constituent 63,3 % de notre échantillon pour 36,7 % seulement aux seconds. Le déficit en résistants nés après 1922 est particulièrement manifeste chez les jeunes gens, sans doute trop bien encadrés par la famille et le système scolaire pour se risquer dans l'aventure hasardeuse de la Résistance. En outre, la Résistance armée, la plus prisée par les jeunes hommes, nécessite tout de même une maturité que beaucoup d'adolescents n'ont pas, ce qui pousse probablement les adultes à limiter les recrutements parmi eux. La jeunesse peut au contraire être un atout pour les jeunes filles lorsqu'il s'agit de servir comme agent de liaison⁸⁷.

La comparaison entre jeunes adultes et adolescents des différentes variables évoquées jusqu'ici⁸⁸ fournit matière à d'autres réflexions. Ainsi la répartition par région témoigne

85 La statistique repose sur 156 cas.

86 Le taux de décès parmi les étudiants est en général relativement faible. Cfr *Du murmure au grondement...*, p. 821. Cette statistique des professions parmi les décédés se base sur 144 cas.

87 Le rapport entre la proportion de jeunes gens de 16 à 20 ans dans la Résistance et la proportion de jeunes gens du même âge dans l'ensemble de la population du Hainaut est de 0,56. Il est de 0,85 du côté féminin.

88 A l'exception de la situation socioprofessionnelle dont il a été dit qu'elle était sujette à caution. Cette analyse est en effet hasardeuse pour des adolescents arrivés souvent sur le marché du travail après la guerre.

d'une présence encore plus faible des adolescents que des jeunes adultes dans les contrées de Charleroi et de Beaumont-Chimay. A l'inverse, ils sont encore plus nombreux dans les régions de Soignies et de Mons, la différence entre les deux grands bassins industriels du Hainaut étant très nette⁸⁹. Encore une fois, un tel écart ne peut sans doute s'expliquer que par la répression féroce exercée à Charleroi par la *Sipo-SD* dès 1942 et par la difficulté pour les jeunes de cette région à trouver les cadres nécessaires à leur intégration dans la lutte.

A propos des divers types de combat, on constate chez les moins de 21 ans une tendance encore plus nette que chez les jeunes adultes à privilégier la lutte ouverte contre l'occupant. Ils sont encore plus nombreux, proportionnellement, que leurs aînés à participer aux actions armées et aux combats de la Libération⁹⁰. Dans les formes de lutte non violente, seule la distribution de presse clandestine se maintient à un niveau élevé alors que l'aide aux illégaux, la récolte de renseignements et la participation aux chaînes d'évasion attirent encore moins d'adolescents que de jeunes adultes⁹¹. Comme l'on pouvait s'y attendre, l'attraction exercée par les groupes strictement armés comme le Groupe G et les PA est encore plus grande chez les moins de 21 ans que chez leurs aînés⁹². En outre, ils militent encore moins au PSB⁹³. Il est cependant intéressant de noter que le pourcentage d'adhésions obtenu par le PCB est un peu supérieur chez les cadets, ce qui vaut d'ailleurs aussi pour le RNJ qui s'adresse, il est vrai, plus spécifiquement aux moins de 21 ans⁹⁴. Le travail JGS serait-il à la base de ce moindre échec parmi les plus jeunes ? Cette piste mériterait en tout cas d'être creusée.

Vu leur âge, ce n'est pas une surprise de constater l'entrée en scène plus tardive des cadets⁹⁵. Plus grandes encore se révèlent les différences relatives aux fonctions exercées. L'écart est particulièrement important au sujet des postes à haute responsabilité puisque seulement 2,5 % des moins de 21 ans y accèdent contre 7,4 % des 21-25 ans. Sur le plan de la répression par contre, les écarts sont relativement minimes. On notera tout de même que si les plus jeunes en sont un peu plus souvent victimes (dans 31,4 % des cas contre 29,8 % pour leurs aînés), ils connaissent un taux de mortalité légèrement

89 La région de Mons rassemble 28,9 % des résistants nés après 1922 alors que ceux-ci ne sont que 16,2 % à provenir du bassin de Charleroi. Ces données sont d'autant plus étonnantes que la région de Charleroi est beaucoup plus peuplée (en 1939, 431.151 habitants contre 270.186 pour le Borinage).

90 Respectivement 64,7 % et 42,1 % contre 59 % et 33,8 %.

91 Les taux sont respectivement de 59,4 %, 37,5 %, 20,8 % et 7,3 % contre 59,5 %, 49,7 %, 27 % et 15,1 %.

92 Le Groupe G attire 21,1 % des moins de 21 ans et les PA 27 % contre respectivement 19,7 % et 25,3 % des 21-25 ans.

93 Celui-ci ne recueille qu'1,2 % des suffrages des adolescents (5 cas sur 408) contre 1,7 % chez les jeunes adultes.

94 Ces pourcentages sont respectivement de 9,6 % et de 6,1 %, contre 7,4 % et 3,4 % chez les 21-25 ans. Notons tout de même qu'en chiffres absolus, les militants du PC sont plus nombreux chez les aînés (52 sur 704) que chez les cadets (39 sur 408).

95 Ils sont 67,2 % à le faire en 1943-1944 contre 61,6 % pour les 21-25 ans.

inférieur aux 21-25 ans (9,9 % contre 10,9 %) qui, s'ils décèdent proportionnellement moins en Belgique, meurent beaucoup plus souvent en Allemagne ⁹⁶. Par contre, la chronologie des arrestations est similaire. Enfin, les cadets sont encore plus souvent appréhendés que les aînés pour des actions de sabotage ⁹⁷. Ils présentent aussi des taux d'arrestations nettement supérieurs pour ce qui a trait, d'une part, à la presse clandestine ou à l'opinion politique, et d'autre part au fait d'être réfractaire ⁹⁸. Il semblerait donc que les adolescents résistants aient pratiqué plus la propagande que les jeunes adultes et qu'ils aient été plus souvent réfractaires.

Le dernier angle d'approche choisi consiste à comparer la personnalité et surtout l'activité des jeunes dans les régions semi-rurales (Ath, Beaumont-Chimay, Soignies, Tournai) et industrielles (Charleroi, La Louvière, Mons). D'abord, femmes et hommes y sont présents dans les mêmes proportions. Ensuite, quand on compare les types de lutte pratiqués dans ces deux ensembles, on est surtout frappé par la plus grande participation des jeunes à l'aide aux illégaux dans les régions industrielles et, à l'inverse, par la part plus massive des résistants de moins de 26 ans actifs dans la lutte ouverte dans les régions semi-rurales ⁹⁹. Ce phénomène témoigne de la situation vécue à la fin de l'occupation : la répression y est plus vive dans les grands centres urbains ce qui entraîne un déplacement relatif de la lutte armée vers les campagnes. Le succès plus important rencontré dans ces dernières contrées par le Groupe G et les PA confirme cette hypothèse ¹⁰⁰. Par ailleurs, on ne peut qu'être frappé par la faiblesse, dans ces régions semi-rurales, du RNJ et surtout du PCB qui ne parvient manifestement pas à attirer les jeunes dans ces contrées où le PSB, pratiquement inexistant en zone industrielle, obtient un score presque équivalent ¹⁰¹. Enfin, on ne sera pas étonné du résultat élevé obtenu dans les campagnes par l'Armée secrète, alors que sa présence presque aussi massive dans les bassins industriels est tout de même plus surprenante ¹⁰².

La Résistance étant au départ un phénomène urbain, il est logique que le recrutement des jeunes soit un peu plus tardif en région semi-rurale ¹⁰³. Il va également de soi que le type de contrée n'exerce aucune influence sur le niveau des fonctions exercées. Enfin, si

96 Parmi les jeunes adultes ayant subi la répression allemande (arrestation et/ou décès), 20,4 % décèdent en Belgique et 17,8 % en Allemagne contre respectivement 24 % et 8,3 % au sein des adolescents.

97 Dans 47,8 % des cas contre 44,5 % pour les 21-25 ans.

98 Ces taux sont respectivement de 11,9 % et de 9 % contre 5 % et 2,5 % pour les aînés.

99 48,4 % des jeunes des contrées industrielles viennent en aide aux illégaux contre 40 % pour ceux des régions semi-rurales. Pour la lutte armée, les pourcentages sont respectivement de 58,3 % et de 65,8 %.

100 Ces groupements recueillent, dans ces régions, 24,9 et 28,7 % des adhésions contre respectivement 17,6 et 24,3 % dans les contrées industrielles.

101 Les pourcentages réalisés par le RNJ, le PCB et le PSB sont respectivement de 2,5 %, 3 % et 2,5 % dans les régions semi-rurales et de 5,5 %, 11,1 % et 1 % dans les contrées industrielles.

102 40,6 % dans le premier cas et 36 % dans le second.

103 La différence est surtout sensible jusqu'à la fin de 1941 : à cette époque, seuls 14,2 % des jeunes résistants des régions semi-rurales sont recrutés contre 17,8 % de ceux des contrées industrielles.

Jeunesse et Résistance en Hainaut

- Une résistance unie par delà les générations. Dans le comité responsable de l'édition de plusieurs petites feuilles clandestines du pays d'Ath (notamment *La Résistance*), des jeunes (André Tourneur, André Loncheval, Georges Van Pevenage [le premier assis à partir de la gauche], François Loncheval, tous nés entre 1921 et 1926) côtoient des plus âgés (Raoul Fays, Eugène Surdiaucourt, Angéline Basquin, épouse Léon Hasey, nés entre 1891 et 1910). (Photo GEORGES VAN PEVENAGE, Jemappes)

la répression touche autant les jeunes des campagnes que ceux des régions industrielles, celle-ci est moins féroce en milieu rural, ce qui ici ne s'explique pas par le type d'action pratiquée, mais plutôt par le poids de la répression vis-à-vis de tout ce qui de près ou de loin a une connotation communiste, en particulier dans les régions contrôlées par la *Sipo-SD*¹⁰⁴. En toute logique, le pourcentage de décès est aussi plus important en zone industrielle (11 % contre 9,7 %). La plus lente entrée dans la lutte de la jeunesse des campagnes se manifeste particulièrement par la chronologie des arrestations : 78,4 % d'entre elles ont lieu en 1944 contre 51,1 % seulement dans les zones industrielles. Enfin, on retrouve dans la fréquence des motifs pour lesquels les jeunes sont appréhendés un certain nombre de caractéristiques déjà évoquées, en particulier la plus grande part de sabotages en milieu rural et le poids plus important de la propagande dans les régions industrielles. On remarquera encore le plus grand nombre de jeunes arrêtés en milieu citadin pour récolte de renseignements – mais c'est là que les informations se trouvent – et aussi comme réfractaires – le travail obligatoire a nettement moins frappé les campagnes¹⁰⁵.

104 Ainsi en milieu industriel, 67,5 % des victimes de la répression soit subissent une détention supérieure à un an (30 %), soit meurent (37,5 %); en milieu rural, ce pourcentage est de 52,3 % (19,3 % et 33 %).

105 En zone semi-rurale, 54,4 % des jeunes arrêtés le sont pour sabotage, 3,5 % pour presse clandestine ou opinion politique, 1,8 % comme agent de renseignement et 1,8 % comme réfractaire. En milieu industriel, les pourcentages sont respectivement de 41,9 %, 9,3 %, 10,1 % et 6,2 %.

L'analyse quantitative montre que si les jeunes ne disposent pas d'une structure clandestine vraiment représentative, ils s'expriment tout de même de manière spécifique dans la Résistance. L'enthousiasme des jeunes gens les pousse en effet à privilégier l'action directe contre l'occupant, ce que la situation générale et les responsables de la plupart des groupements ne les encouragent à faire que dans les derniers temps de l'occupation. Généralement peu préoccupés de politique, les jeunes hommes sont aussi, de par leurs activités, souvent la cible de la répression. Quant aux jeunes femmes, elles calquent leur action sur le modèle sociétal alors en vigueur, servant le plus souvent d'adjuvants à leurs jeunes compagnons. Ce profil général est encore plus marqué pour les jeunes de moins de 21 ans et dans les campagnes.

Une jeunesse redécouverte

Seule la source orale, ou plus exactement la constitution d'un corpus d'archives orales, permet d'aller plus loin dans la recherche des tenants et des aboutissants de la participation des jeunes à la Résistance. 46 résistants (36 hommes et 10 femmes) nés après 1917 avec qui, pour la plupart, nous avons déjà été en contact, ont été interrogés en fonction de cette problématique spécifique¹⁰⁶.

Dans une étude récente, nous avons montré combien le patriotisme et surtout la germanophobie avaient constitué de puissants facteurs d'engagement pour une jeunesse élevée dans le culte de la patrie et le ressentiment à l'égard de l'Allemagne¹⁰⁷. L'enquête complémentaire menée à ce propos confirme cette analyse. Au total, les deux séries d'entretiens ont permis d'interroger sur cette question des motivations 58 anciens résistants nés après 1917. 32 affirment avoir été influencés par les souvenirs de 14-18 transmis par leur famille et dans une mesure un peu moindre par leurs enseignants, et 30 par leur attachement au pays. Ces deux motifs précèdent largement la privation de liberté (16 cas) et l'antifascisme (13 cas), le goût de l'aventure, les événements de mai 1940 et l'exemple des proches se situant encore à un niveau moindre (8 cas chacun). En outre, le fait d'être réfractaire n'aurait joué que pour cinq témoins. La comparaison de ces résultats avec ceux obtenus pour des résistants plus âgés met en exergue quatre différences majeures d'accent¹⁰⁸ : les jeunes sont moins sensibles

¹⁰⁶ Ces entretiens se sont déroulés entre le 15 juin et le 6 juillet 2000. Ajoutons qu'ont aussi été utilisées 9 interviews de femmes réalisées par nos soins en août 1996 dans le cadre de la préparation de l'article "La Résistance, facteur d'émancipation des femmes ?..." (7 d'entre elles ont été à nouveau entendues en 2000) et 35 interviews d'hommes effectuées en octobre 1999, destinées à l'article "Le poids du souvenir de 14-18..." (25 d'entre eux ont bien voulu répondre à nos questions en 2000). Sur la méthode utilisée, sa richesse et ses limites, nous renvoyons à "La Résistance, facteur d'émancipation des femmes ?...", p. 195-196.

¹⁰⁷ Cfr "Le poids du souvenir de 14-18..."

¹⁰⁸ 26 résistants nés entre 1900 et 1917 ont aussi été interrogés en 1996 et surtout en 1999.

que leurs aînés immédiats au patriotisme et à la solidarité, et plus à la germanophobie et à l'esprit d'aventure ¹⁰⁹.

Si elle éclaire bien les tendances générales des motivations présentes parmi les jeunes, cette hiérarchie des valeurs ne rend pas compte de la complexité des situations vécues au cas par cas. Souvent, en effet, l'engagement n'est pas fondé sur un seul motif, mais est le fruit d'une combinaison d'entre eux. Les réflexions faites à ce propos par James Lebrun, le responsable du groupe RNJ-JGSU de Charleroi à la fin de l'occupation, illustrent parfaitement notre propos : "Jeunes, la plupart d'entre nous avions l'esprit 'sportif' et/ou romantique (...). Nous étions (...) épris de *liberté*, avec cette révolte saisonnière que connaissent les adolescents : remise en cause de la famille, du type d'éducation, etc... (...). On peut déjà comprendre que toute immixtion supplémentaire – et étrangère, par surcroît – ne pouvait qu'agiter le couvercle de nos casseroles à soupirs (...). A cet âge, on aime partager; j'ai vite trouvé quelques amis de ma génération et tout s'est encore plus vite enchaîné (...). (...) dans ce difficile et dangereux trajet, toujours encombré d'accidents, en voyant notre Patrie meurtrie dans ses chairs (les chairs de nos amis qui tombaient les uns après les autres), peut-être, en effet, sommes-nous devenus des patriotes (...) A cela (...) est venu, parfois, s'ajouter insidieusement une espèce d'embrigadement dans de fines structures politiques que je ne puis renier puisqu'elles étaient mieux au fait que nous dans l'organisation de la propagande et de la lutte armée; c'était même mieux que moche quand cet encadrement pouvait correspondre à nos aspirations du moment (...). Ainsi devenions-nous, par la force des circonstances, des militants, bien davantage que des résistants (...)" ¹¹⁰.

Pour Michel Béroutia, qui en 1944 développera une intense activité de Résistance armée dans la région de Chimay-Couvin au sein du mouvement Hotton ¹¹¹, la première motivation est la germanophobie. Aujourd'hui encore, il se rappelle avoir pleuré comme un enfant lorsque à la fin du mois de mai 1940, il vit pour la première fois les Allemands (il avait alors 17 ans). Son sentiment d'injustice et de révolte provoqué par l'invasion était d'autant plus vif qu'il était alors marqué par les récits de la Première Guerre mondiale entendus de la bouche d'un instituteur et d'un de ses grands-pères. Pourtant, cette motivation ne suffit pas à faire de cet ouvrier agricole un résistant. Domicilié à Hantes-Wihéries, dans la Thudinie rurale, il manque d'encadrement pour lutter avec efficacité contre l'occupant. Début 1942, il adhère bien à une structure RNJ

¹⁰⁹ Chez les plus âgés domine en effet le patriotisme (76,9 % contre 51,7 % pour les plus jeunes), devant la germanophobie (46,2 % contre 55,2 %). Par ailleurs, la solidarité est évoquée par 19,2 % des aînés (3,4 % chez les plus jeunes) alors que le goût de l'aventure ne concerne que 3,1 % d'entre eux (13,8 % chez les cadets).

¹¹⁰ Extraits d'une lettre de James Lebrun à l'auteur, 29.IX.2000.

¹¹¹ A propos de ce très actif groupe d'action, cfr MARCEL FRANCKSON & JACQUES BURNIAT, *Chronique de la guerre subversive. Le Service Hotton en Thiérache, 1941-1944*, Bruxelles, 1996.

nouvellement créée dans le secteur, mais le groupe est trop isolé et l'initiative meurt d'elle-même. C'est finalement la mise en place du travail obligatoire qui lui permettra d'agir pleinement contre l'occupant. Fin 1942 en effet, il est obligé, pour échapper à la déportation en Allemagne, de quitter sa région d'origine et de se réfugier dans une ferme du pays de Chimay. La rencontre en ce lieu, début 1944, de maquisards du groupe Hotton est le prélude à son intense activité.

Enfin, le cas d'Henriette Hanotte habitant à l'époque Rumes, commune frontalière située près de Tournai, fournit un ensemble de motivations assez communément rencontrées chez les jeunes filles. Elevée dans le souvenir de 14-18 par un père combattant ayant épousé sa marraine de guerre, la jeune Hanotte – elle est née en 1920 –, qui aide ses parents dans leur commerce de charbon, nourrit de profonds sentiments de patriotisme et de germanophobie. Aussi c'est sans hésiter qu'elle prend le parti de les épauler lorsque ceux-ci décident de faire de leur domicile un lieu de passage pour le réseau d'évacuation d'aviateurs alliés Comète. En 1943, Henriette Hanotte deviendra un guide très actif du réseau.

Dans cette énumération de motifs, la plongée dans la clandestinité pour échapper au travail obligatoire n'occupe qu'une place secondaire. Cette impression est dans l'ensemble confirmée par les réponses des témoins relatives au poids des réfractaires dans la Résistance. En effet, pour la moitié des anciens résistants ayant répondu à cette question (13 sur 26), la plupart restaient cachés. Selon une dizaine d'autres, des réfractaires ont bien participé à la lutte contre l'occupant, mais ils étaient loin d'être les plus nombreux. Trois témoins précisent même qu'ils prenaient rarement part à des coups de main : pour l'un d'eux, c'était parce qu'ils n'y tenaient pas vraiment, pour un autre, parce qu'on ne leur faisait pas trop confiance. Enfin, seuls trois témoins affirment que les réfractaires ont œuvré massivement contre l'occupant. De manière générale cependant, les témoignages confirment ce que l'analyse de la presse clandestine nous avait fait pressentir : les réfractaires ne furent pas d'un apport majeur pour la Résistance.

Comme l'exemple de Michel Béroutia l'a bien montré, il ne suffit pas d'être motivé pour combattre efficacement l'occupant. Une telle activité nécessite l'intégration dans un groupe clandestin et donc l'existence de relais pour accéder à ces structures. Ces relais, les jeunes résistants les trouvent auprès de personnes de leur âge (42 %), mais aussi d'opposants plus âgés (58 %). Parmi les jeunes permettant d'accéder à des réseaux de Résistance, on retrouve un nombre pratiquement équivalent de camarades de classe, de collègues et de voisins. Au sein des adultes recruteurs, près de la moitié sont des membres de la famille. Cette dernière constitue d'ailleurs le lieu de sociabilité le plus fréquemment cité comme relais (33 %), devant le voisinage (28 %),

le monde du travail (19 %) et l'école (14 %) ¹¹². On notera encore que chez les filles, la famille est le relais par excellence (dans 9 des 12 cas recensés).

Les garçons sont plus autonomes vis-à-vis de leurs parents comme le souligne encore le sondage relatif à la présence ou non au domicile familial. Alors que les douze anciennes résistantes interrogées sont restées chez leurs parents ou, le cas échéant, chez un tuteur tout au long de l'occupation, 22 des 36 ex-résistants interviewés ont quitté ce lieu entre 1942 et 1944 ¹¹³, il est vrai le plus souvent parce qu'ils étaient pourchassés par l'occupant pour des faits de Résistance (13 cas) ou comme réfractaires (7 cas). Le parcours de Max Robert, d'Horrues, près de Soignies, est exemplatif de cette autonomie grandissante laissée à de jeunes hommes. En 1942, alors qu'il n'est âgé que de 15 ans, il est recruté dans le cadre de la future Armée secrète par le biais de ses parents pour servir d'estafette. De plus en plus absorbé par ses activités de Résistance et du fait des difficultés de communication, il abandonne en 1943 ses études menées jusqu'à cette époque à La Louvière. Commence dès lors pour lui une vie indépendante faite d'actions plus ou moins réussies, menées en petits groupes dans la campagne sonégienne. Mais l'ennemi a tôt fait de repérer ces jeunes inexpérimentés et Max Robert évite de justesse les repréailles. Mis au courant du danger auquel il a échappé, Emile Robert oblige son fils à se terrer dans une ferme des environs. Il sera rappelé au moment du débarquement pour servir d'agent de liaison auprès du commandant de secteur de l'AS.

Georges Van Pevenage, de Rebaix, près d'Ath, est nettement plus âgé que Robert puisqu'il est né en 1921. Ce radiotechnicien anime au début de l'occupation le cercle théâtral Wallonia, qui servira de base de recrutement pour une bonne partie de la jeunesse locale engagée dans la Résistance. Patriote, mais surtout amateur de défi, Van Pevenage lance dès la fin 1940 la petite feuille *Chut. Nous voilà!* Petit à petit, son activité prend une telle ampleur qu'il est obligé à l'été 1943 de fuir le domicile paternel pour se réfugier dans la région de Péruwelz où il exerce une fonction importante au sein du FI. Revenu dans la région d'Ath-Lessines au printemps 1944, il ne peut s'empêcher de loger de temps en temps chez ses parents. Il y est arrêté le 6 juillet, mais parvient à se faire libérer le 12, faute de preuves et grâce à la couverture fournie par de faux papiers. Dès lors et jusqu'à la Libération, il multiplie les actions au sein du Groupe G, qu'il a préféré rejoindre, l'estimant mieux organisé que les Partisans. 1944 est aussi l'année de son mariage, qu'un 'heureux événement' a précipité.

La réponse à la question "Aviez-vous conscience des risques pris?" confirme en grande partie l'inexpérience et la naïveté de la jeunesse, puisque 25 témoins (sur 35 s'étant

¹¹² Que ce soit dans l'établissement ou par le biais d'anciens camarades de classe. Les 5 % restants rassemblent des cas à part (sur le train, dans le maquis). Cette statistique des relais s'appuie sur un total de 57 réponses, plusieurs résistants ayant incorporé à deux ou trois moments de la guerre des réseaux différents.

¹¹³ Deux autres étaient déjà autonomes en 1940.

prononcés à ce sujet) reconnaissent qu'ils n'en avaient pas conscience, tout au moins au départ. Deux témoins, Michel Béroudia et Jean-Léonard Carlens, le responsable JGS-RNJ du Borinage pendant les premiers mois de 1943, avouent même qu'ils croyaient en leur for intérieur que la chance allait les aider et que les Allemands ne parviendraient pas à les arrêter. Deux autres, Gilbert Lagneau, saboteur de premier ordre de l'AS dans la région de Flobecq et Paul Strady, Partisan de Ressaix spécialisé dans le transport du courrier, précisent que quand on est jeune, on ne pense pas à tout ce qui peut arriver, un autre encore, Désiré Voglaire responsable du MNB à Charleroi à la fin de l'occupation, que prévalait l'esprit d'aventure.

Inconscience du danger et goût de l'action peuvent composer un cocktail extrêmement dangereux, surtout s'ils sont associés à de la fanfaronnade. Le plus souvent à demi-mot, quelques témoins évoquent des bêtises qui auraient pu mal se terminer ou qui, effectivement, ont tourné au drame. Ainsi, on parle de jeunes qui sortaient sans raison avec une arme ou qui se vantaient partout de leurs exploits réels ou imaginaires. L'occupant et les collaborateurs sont à l'affût de ces imprudences. A Braine-le-Comte, plusieurs jeunes qui huaient les actualités allemandes sont arrêtés et déportés en Allemagne; la plupart n'en reviendront pas. A Charleroi, une malheureuse indiscretion conduit au démantèlement de la dernière équipe du RNJ, comme l'explique début avril 1944 le leader régional de l'organisation, James Lebrun : "Un camarade RNJ (...) faisait régulièrement le trajet en train Charleroi-Bruxelles; au cours d'un de ces trajets, il fut provoqué par un individu probablement à la solde de la *Gestapo* : 'Vous les jeunes, vous ne prenez aucun risque, vous restez passifs, c'est scandaleux, etc.'. Après quoi, il laissa entendre que lui faisait partie du FI. Touché au vif, notre camarade, vraiment naïf, exhibe le journal *Résistance* et confie à son interlocuteur qu'il fait lui aussi partie d'une organisation clandestine ! Quelques jours plus tard, notre camarade est arrêté..."¹¹⁴.

La naïveté et l'inexpérience sont à la base d'une autre issue tragique. En 1942, dans son souci de recruter sur une grande échelle, le MNB de Charleroi confie à un étudiant de l'Université du Travail de cette ville la tâche de trouver de nouveaux adhérents parmi ses condisciples. Le jeune technicien se livre notamment à un camarade en qui il a toute confiance. Son père n'est-il pas officier et prisonnier ? C'est pour lui une garantie. Mais l'étudiant en question est un agent de l'occupant et il s'empresse de dénoncer le jeune homme aux Allemands. En outre, lors de l'arrestation de ce dernier, on trouve sur lui la liste des jeunes gens recrutés par ses soins. Les conséquences de ces imprudences sont catastrophiques. Deux adultes sont fusillés et 24 jeunes condamnés à des peines allant de deux ans de prison aux travaux forcés à perpétuité; six d'entre eux ne reviendront pas d'Allemagne¹¹⁵.

114 Rapport d'Arthur [James Lebrun] au comité national du RNJ, [début IV.1944] (ARCHIVES PERSONNELLES JAMES LEBRUN).

115 FABRICE MAERTEN, *Du murmure au grondement...*, p. 357 et ALBERT ROBIN, *La guerre silencieuse. Deux héros du MNB. Albert Losa. Henry Weyers*, Charleroi, s.d.

L'inconscience du danger peut aussi conduire à des actions irréfléchies s'avérant bien trop dangereuses. Ainsi, Désiré Voglaire rapporte avoir vainement tenté de dissuader une équipe de jeunes de commettre un attentat sur un collaborateur trop bien protégé. L'attentat échouera et trois des auteurs seront fusillés par l'occupant. L'universitaire Paul Brancart sera lui aussi victime de son intrépidité. Comme l'écrit son biographe, "les jeunes hommes sont [à l'approche de la Libération] électrisés par l'exemple de leurs amis, de leurs camarades, ils n'écourent plus la voix de la peur ni de la prudence"¹¹⁶. Brancart, en particulier, déçu par la non réception d'un parachutage, décide de passer outre le conseil d'un aîné lui enjoignant de ne pas se rendre à la gare du Roelux pour tenter d'y récupérer des armes, en raison du trop grand nombre d'Allemands patrouillant dans les bois voisins. Il ne reviendra pas de l'expédition.

Tous les jeunes sont évidemment loin d'être à ce point imprudents. En général (dans 25 cas sur 42), les témoins interrogés estiment d'ailleurs avoir été perçus de manière positive par les adultes de la Résistance. Neuf des ex-jeunes résistants questionnés soulignent toutefois que les aînés se méfiaient d'eux : il fallait qu'ils fassent leurs preuves avant qu'on leur confie des tâches importantes. Enfin, sept autres disent s'être vus reprocher d'être trop impulsifs. Un de ceux-ci, Willy Knapen, membre des troupes de choc de l'AS à Mont-sur-Marchienne (Charleroi), estime qu'on les prenait pour des écervelés et des rigolards, un autre, Michel Béroudia, pour des sauvages, un dernier, André Van Glabeke, jeune bruxellois actif dans la région de Chimay-Couvin au sein du groupe Hotton, pour des gamins dangereux.

Les témoins sont moins nombreux à avoir émis des avis négatifs sur les adultes (à huit reprises, soit dans 25 % des cas contre 40,5 % dans le sens opposé). Comme l'on pouvait s'y attendre, les griefs ont surtout trait à ce que certains jeunes percevaient alors comme de la couardise ou des hésitations (3 cas). Par ailleurs, deux témoins, Richard Horet, résistant du groupe G à Forchies, près de Charleroi, et Arthur Pétillon, Partisan de premier plan de la région de Péruwelz, disent avoir éprouvé de l'amertume vis-à-vis de ceux qui, à leurs yeux, auraient dû mieux défendre le pays. Deux autres, James Lebrun, avant de travailler pour le RNJ, et Léon Populaire, membre de l'AS à Stambruges, près d'Ath, se sentaient sous la coupe des aînés et un dernier, Marguerite Housiaux, alors jeune adolescente de Mons active comme courrier pour la presse clandestine et le renseignement, ressentait un manque de considération de leur part.

Ajoutons que si l'inexpérience et le goût de l'aventure sont communs aux deux sexes, les imprudences semblent avoir été surtout le fait des jeunes gens, plus attirés vers les

116 LINA THOMAS, *Paul Brancart, 1921-1944*, Bruxelles, 1947, p. 112. On pourrait multiplier les exemples de décès de jeunes gens provoqués à la Libération par l'inexpérience et l'inconscience du danger. Cfr, par exemple, ANTOINE BORBOUT, *Trois...de chez nous. Antoine Gueur. Jean Houyoux. Etienne Hazard*, Bruxelles, 1947.

Jeunesse et Résistance en Hainaut



- André Van Glabeke, photographié ici dans les bois du Lohan (sud de Chimay) en octobre 1943 avec un autre membre du maquis, l'officier russe Alexandre Schlakov (à droite), personnifie l'intrépidité des jeunes résistants, désireux d'en découdre à tout prix avec l'occupant.
(Photo ANDRÉ VAN GLABEKE, Profondsart)

actions d'éclat, plus fanfarons et plus indépendants vis-à-vis des adultes (à plusieurs reprises, les anciennes résistantes se perçoivent comme ayant obéi scrupuleusement aux instructions des aînés). En toute logique et en dehors de l'un ou l'autre grief féminin relatif à cette soumission, les tensions semblent n'avoir existé qu'entre jeunes hommes et adultes du même sexe. Leur existence ne doit cependant pas occulter le fait que jeunes et moins jeunes luttèrent ensemble contre un même ennemi, que la solidarité l'emportait de loin sur les quelques dissensions possibles et que de nombreux groupes composés essentiellement de jeunes faisaient l'admiration des adultes pour l'efficacité avec laquelle ils combattaient l'ennemi ¹¹⁷.

Les différences de comportement et de relations avec les adultes n'ont pas seulement trait au genre. Plusieurs témoins notent que la méfiance des adultes valait surtout pour les adolescents. L'appartenance à tel groupement plutôt qu'à un autre semble aussi avoir été un facteur de divergence. Ainsi, comme en témoigne notamment Arthur Pétilion, les jeunes Partisans paraissent avoir bénéficié d'une grande liberté de manœuvre, au contraire des cadets de l'Armée secrète, plus sévèrement encadrés par leurs aînés, ce qui aux yeux de personnes ayant appartenu à l'AS comme Louis Populaire ou Willy Knapen, a empêché les plus irréfléchis de faire des bêtises. Toujours selon Knapen, les responsables de l'AS accordaient une grande importance au fait d'avoir accompli son service militaire ce qui ne facilitait pas l'intégration des plus jeunes dans les équipes de sabotage et de parachutage. Par contre, au RNJ et surtout aux Partisans, les jeunes recrues étaient encouragées à prendre part à l'action directe contre l'occupant.

Au moment de se prononcer sur les acquis de cette expérience, les personnes interrogées expriment des avis contrastés. Si la plupart estiment que leur participation à la lutte contre l'envahisseur a influencé leur caractère (35 sur 43), les opinions divergent quant à la nature de cette empreinte. Elle est plutôt négative quand les témoins parlent d'une plus grande intransigeance (5 fois), d'amertume (4 fois), de méfiance (3 fois) et de vieillissement (3 fois). Elle est au contraire positive quand ils évoquent un caractère plus fort (5 fois), une meilleure perception des valeurs essentielles de la vie (2 fois) ou une meilleure connaissance des gens (2 fois). Mais la plupart de ces traits ont un point commun, le mûrissement, exprimé comme tel à dix reprises. En fait, comme le dit par exemple Max Robert, la Résistance a fait d'eux et de manière précoce, des adultes.

Mais au lendemain de la guerre, ils ne sont pas des adultes comme les autres. Endurcis par cette expérience éprouvante, au surplus intransmissible à la plupart de leurs contemporains, ils éprouvent régulièrement des difficultés à se glisser dans le moule d'une vie 'normale'. Ainsi, Henriette Hanotte qui, par chance, a réussi à échapper aux arrestations en série ayant frappé Comète et à gagner l'Angleterre en 1944, ne sort

117 A ce titre, le service Hotton est un modèle du genre. Cf MARCEL FRANCKSON & JACQUES BURNIAT, *op.cit.*

pas indemne de l'épreuve. Revenue en Belgique, elle épouse en 1945 un gendarme qu'elle suit à Bruxelles. De leur union, naît rapidement une petite fille que la résistante se rappelle avoir eu des difficultés à élever : elle est alors affaiblie sur les plans physique et psychique, minée par le contrecoup du stress accumulé lors de ses nombreuses missions. Le temps permettra peu à peu de panser ces plaies.

Le défi de la réadaptation est surtout lourd à relever pour ceux engagés à fond dans l'action armée et qui ont appris à vivre en marge de la société. Un petit nombre d'entre eux sombreront d'ailleurs dans la délinquance. Les autres finiront par s'adapter. C'est notamment le cas de Gilbert Lagneau, agriculteur de la région de Lessines entré en 1943, à l'âge de 19 ans, dans la Résistance armée. En tant que membre de l'AS, il participe à de nombreux sabotages, à un parachutage, à des réquisitions dans les fermes et à plusieurs exécutions de collaborateurs. Plus de cinquante ans après les événements, il reconnaît avoir éprouvé des difficultés à revenir à une vie normale et avoir, suite à ces circonstances, manqué de patience dans l'éducation de ses enfants. Sa chance fut, à son avis, de pouvoir exercer le métier de fermier, le contact avec les bêtes constituant pour lui une grande source d'apaisement. Ce travail lui évita de sombrer, comme plusieurs de ses copains résistants, dans le désœuvrement, la rapine et les méfaits de la boisson avec, pour aboutissement chez l'un ou l'autre d'entre eux, le suicide.

Evidemment, tous les résistants ne réagissent pas de la même manière. Arthur Pétillon, né comme Lagneau en 1924, est sans doute encore plus actif que ce dernier dans la Résistance armée. Depuis 1942 en effet, il multiplie, comme chef de groupe des Partisans, les opérations en vue de nuire à l'occupant et aux collaborateurs dans un vaste secteur s'étendant du pays d'Ath aux abords du Borinage. Pourtant, il affirme s'être réadapté sans problème. Il est vrai que dès la Libération, il entre à l'armée où il accomplit une brillante carrière d'officier d'infanterie. Il reconnaît cependant que certains rencontrèrent des problèmes de réinsertion, problèmes dus selon lui en grande partie au désintérêt des autorités à leur égard.

La plupart des militants aux sympathies communistes marquées devront aussi composer avec la réalité. Ainsi, James Lebrun, qui avait pourtant repris contact avec la direction pro-communiste du RNJ à son retour des camps en juin 1945, refuse par la suite de répondre aux lettres envoyées de Bruxelles. Affaibli physiquement, il ne peut reprendre son métier de typographe et parvient à entrer comme fonctionnaire au ministère de la Défense nationale. A partir du début des années 60 et jusqu'à la chute du gouvernement Leburton en 1974, il sera même régulièrement détaché dans les cabinets ministériels socialistes, où il côtoiera notamment de très près André Cools.

Quant à Franz Bridoux, membre de l'équipe dirigeante du RNJ-JGS du Borinage de mars 1943 à son arrestation le 3 août 1943, il décide, dans un premier temps, de rester fidèle à

son engagement JGS. A peine revenu d'Allemagne, il entre en effet dans le groupe local de la Jeune Garde populaire (JGP), nouvelle appellation des Jeunesses communistes, où il retrouve la plupart des camarades qu'il avait côtoyés dans la Résistance. Avec eux et dans le cadre de la JGP, il crée, en juin ou en juillet 1945, une section gymnique et sportive. La Jeunesse sportive de Wasmuel, qui dès le départ rencontre un grand succès. Mais très vite les tensions se multiplient avec le pouvoir local socialiste et le club est forcé de déménager dans la commune voisine de Quaregnon. Il y prend le nom de Cercle athlétique borain et se détache de ses liens communistes pour peu à peu s'intégrer dans les structures socialistes. Bridoux justifie aujourd'hui ce choix au nom de l'efficacité : selon lui, le PC souffrait à l'époque de tensions internes; surtout, dans le climat de guerre froide qui commençait alors à se développer, l'appartenance au PC était un obstacle à l'épanouissement du club et de ses membres.

Libéré de ses attaches communistes, Bridoux s'investit toujours plus à partir de 1947 dans le sport (comme joueur, entraîneur, dirigeant mais aussi chroniqueur sportif, notamment dans *Le Peuple*), ainsi que dans la vie professionnelle où du fait de son absence de diplômes, il doit gravir les échelons pas à pas. Pour améliorer son statut, il s'inscrit en 1955 aux cours de l'Ecole ouvrière supérieure et obtient brillamment trois ans plus tard le titre d'assistant social. Remarqué par les responsables de l'institution pour ses aptitudes intellectuelles et sans doute aussi pour ses convictions socialistes, il est nommé dès la fin de ses études professeur et secrétaire de direction de l'école. En 1966, il deviendra directeur de l'établissement, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1989.

Au fond, sentant le climat de guerre froide s'installer, ces anciens militants des jeunesses communistes avaient préféré prendre peu à peu leurs distances par rapport à leurs utopies de jeunesse pour bifurquer vers la voie plus sûre de l'appareil d'Etat et/ou socialiste. Le mûrissement, c'est aussi cela...

IV. Conclusion

A l'issue de cette étude, la question de savoir si la jeunesse occupe une place spécifique dans la Résistance hennuyère et, par analogie, dans la Résistance belge, est pour le moins nuancée. Aux yeux des adultes engagés dans la lutte contre l'occupant, en tout cas de ceux dont on peut lire les textes dans le Hainaut, les jeunes ne constituent un groupe digne d'attention que de manière sporadique et en fonction d'intérêts bien précis. Il est en particulier frappant de constater qu'ils ne font l'objet d'aucun programme d'envergure cohérent pour l'après-guerre, ce manque d'initiatives contrastant avec l'intense réflexion menée par la JOC¹¹⁸.

¹¹⁸ Voir, outre les études relatives à la JOC citées aux notes 6 et 9, RENÉE DRESSE, *Contribution à l'histoire de la Jeunesse ouvrière chrétienne : le statut de la Jeunesse travailleuse, son élaboration (1941-1945) et le Congrès national d'études du 25 août 1945, sa préparation, ses origines*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire, UCL, 1984.

Les clandestins de droite accordent bien une certaine importance à la jeunesse pendant les deux, trois premières années de l'occupation, mais la campagne menée alors sert surtout à dénoncer les soi-disant carences de la société belge pendant l'entre-deux-guerres – manque de morale, de patriotisme, d'ordre et de discipline – et à faire de la jeunesse un instrument privilégié de sa rénovation. Ce rêve d'une jeunesse, pilier d'une société rebâtie sur des principes d'autorité, laisse la place en 1943-1944 à une sourde angoisse, celle d'être débordé par un pouvoir jeune, perméable à une manipulation que l'on situe aisément à l'extrême gauche. Cette crainte, partagée par les feuilles socialistes, est d'autant plus compréhensible que les communistes, profitant de la mise en place du travail obligatoire, développent à la même époque une intense propagande pour attirer les jeunes gens dans les rangs des mouvements qu'ils contrôlent¹¹⁹. Ainsi, de tous côtés, la jeunesse paraît bien être un instrument en vue de fins qui la dépassent.

Cependant, du rêve – ou du cauchemar – à la réalité, il y a un très grand pas. Fondamentalement, la jeunesse n'est pas différente du reste de la population. Comme les adultes sur lesquels elle calque son attitude, elle cherche avant tout à se prémunir contre les aléas de l'occupation et adopte dans sa grande majorité une attitude de moindre mal. Quand de nombreux jeunes décident de se cacher en Belgique plutôt que de se rendre en Allemagne pour y travailler dans les usines, ce n'est pas d'abord par idéalisme mais par souci de préservation. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que ces réfractaires sont, de manière générale, très réticents à engager la lutte armée dès l'occupation comme le réclament le PC et le FI.

Le RNJ est lui aussi le reflet de la société des adultes : il ne récolte quelques (relatifs) succès dans le Hainaut que dans les bassins industriels, là où les communistes disposent d'une base suffisamment solide. Cette frêle assise le rend d'autant plus fragile qu'il est considéré comme une structure de passage éphémère tant par les adultes dont les besoins en forces vives vont croissant que par les jeunes, toujours plus désireux d'en découdre directement avec l'occupant.

Car si la jeunesse résistante existe, c'est bien dans cette manière spécifique d'envisager la lutte qui correspond tout simplement à son tempérament. Ce goût de l'aventure, ce besoin d'action mais aussi cette témérité (ou cette inconscience) inhérents à la jeunesse conduisent les jeunes gens qui s'engagent à privilégier les coups de main contre l'ennemi, type d'action que les circonstances ne permettent le plus souvent que vers la fin de la guerre, pour autant que les cadres ne soient pas trop décimés par la répression, comme c'est le cas à Charleroi.

119 La jeunesse est l'objet du même type d'attentes et d'appréhensions dans la Résistance française. Cfr JEAN-FRANÇOIS MURACCIOLE, *op.cit.*, spécialement p. 286-298.

Si les jeunes gens endossent le rôle conventionnel du jeune guerrier, les jeunes filles s'investissent aussi dans des fonctions traditionnelles, puisqu'elles servent surtout à transporter du courrier et des armes. Pour accomplir leurs tâches, les jeunes hommes disposent la plupart du temps d'une certaine autonomie, surtout lorsqu'ils sont à la pointe de l'action. Mais cette liberté qui sert bien les intérêts des mouvements – les jeunes sont souvent amenés à accomplir les missions les plus périlleuses – est contrôlée par les aînés et strictement limitée à la période de l'occupation

De toute façon, la jeunesse résistante n'a pas, semble-t-il, de projet propre à faire valoir pour l'après-guerre. Agissant par antifascisme ou plus souvent encore sur base d'un patriotisme s'appuyant sur une très forte germanophobie héritée de leur éducation, les jeunes résistants du Hainaut, excédés par le poids de l'occupation, désirent avant tout aider à chasser physiquement l'envahisseur du pays, sans autre arrière-pensée politique. En outre, le seul relais susceptible non sans ambiguïté d'être à ce niveau leur porte-parole, le Parti communiste, est lui-même exclu rapidement de toute sphère d'influence.

De manière plus générale, la quasi-absence d'objectifs politiques des cadets de la Résistance, leur relative sous-représentation et leur entrée tardive dans la lutte sont sans doute les signes d'un désengagement des jeunes Hennuyers, et par analogie des jeunes francophones, vis-à-vis de la chose publique. Ce changement profond de mentalité par rapport à l'«ère des masses» du début des années 30 ne semble donc pas prendre racine dans le contexte de la Libération, comme on le croit encore trop souvent ¹²⁰. Le phénomène remonte probablement plus loin, ce dont témoigne la chute des adhésions, tant dans les mouvements de jeunesse socialistes que chrétiens, à la fin de l'entre-deux-guerres ¹²¹. Dans cette hypothèse, l'occupation, par ses contraintes collectives et ses élans de solidarité bien utiles à l'ensemble de la population, aurait freiné et/ou masqué une évolution qui serait apparue au grand jour à l'arrivée des Alliés.

Il ne s'agit évidemment pas ici de nier l'influence de cette libération et de la confrontation directe avec le modèle américain sur la modification des mœurs politiques de la jeunesse francophone vers le milieu du XXe siècle. Mais cette ouverture n'a sans doute servi que d'accélérateur à un phénomène dont l'explication fondamentale se trouve ailleurs. Cet 'ailleurs' pourrait très bien être la mise en place, dès l'entre-deux-guerres, d'une ébauche de société de consommation génératrice d'individualisme et d'indifférence politique, société liée à l'essor économique dont jouit la Belgique, et en particulier Bruxelles et la Wallonie, dans l'immédiat après Première Guerre mondiale. Les critiques formulées dans ce sens à l'égard de l'attitude de la jeunesse avant 1940 par les journaux catholiques

120 Cfr par exemple LOUIS VOS, avec la collab. de PAUL WYNANTS & ANDRÉ TIHON, *op.cit.*, p. 472.

121 Voir notamment ALAIN COLIGNON, *op.cit.*, p. 51 et 53.

clandestins ne sont donc pas toujours infondées¹²². Sous cet angle, la crise des années 30 et le second conflit mondial auraient constitué des freins à une mutation profonde que le boom des années 50 et 60 aurait encore activée¹²³.

Mais au sortir de la guerre, cette évolution n'est pas ressentie par la plupart des adultes qui, dans leur imaginaire, perçoivent plutôt la jeunesse comme un instrument potentiel de déstabilisation. Dès lors, il incombe, pour la neutraliser, de la voir endosser le manteau de garante morale de notre société. C'est dans ce sens qu'il faut sans doute comprendre cette sorte d'épithète : "Puissons-nous retrouver de plus en plus dans nos jeunes gens les mêmes vertus, la même force d'âme, le même idéal. Si notre pauvre monde a besoin de se retremper, de se régénérer, de se rétablir sur des bases morales et surnaturelles, c'est uniquement par la jeunesse que cette réforme s'accomplira"¹²⁴. Le mythe a une nouvelle fois repris le pas sur la réalité.

* FABRICE MAERTEN est docteur en histoire de l'Université catholique de Louvain et chef de travaux au CEGES. Il est l'auteur de différentes contributions sur l'histoire de la Résistance, en particulier dans le Hainaut (cfr notamment la publication de sa thèse de doctorat *Du murmure au grondement...*, 3 vol., Mons, Hannonia, 1999) et d'études sur le monde catholique sous l'occupation.

Abréviations utilisées

AS	Armée secrète
FI	Front de l'Indépendance
JGP	Jeunes Gardes populaires
JGS(U)	Jeunes Gardes socialistes (unifiés)
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne
MNB	Mouvement national belge
MP	Milices patriotiques
P(A)	Partisans (armés)
PC(B)	Parti communiste (de Belgique)
PS(B)	Parti socialiste (belge)
RNJ	Rassemblement national de la Jeunesse
Sipo-SD	<i>Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst</i>

122 Cfr, par exemple, l'article de *La Voix des Belges*, n° 9, II.1942, p. 6, cité plus haut.

123 Voir à ce propos, notamment LOUIS VOS et a., *op.cit.*, p. 488.

124 MARCEL PATERNOTTE [aumônier du MNB, province de Hainaut], "Avant-propos", in ALBERT ROBIN, *op.cit.*, p. 3.